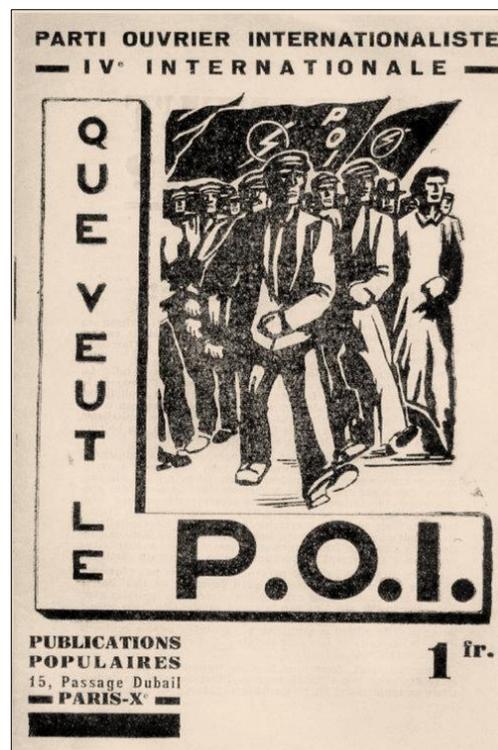


# Le Parti ouvrier internationaliste en Anjou

Fragments de l'histoire du mouvement trotskyste  
en Maine-et-Loire (1936-1939)

Par Frédéric Dabouis



## INDEX DES SIGLES

**ADML** : Archives Départementales de Maine-et-Loire.

**CGT** : Confédération Générale du Travail, fondée en 1895.

**CGTU** : Confédération Générale du Travail Unitaire, scission de la CGT (1922-1936).

**DBMOF** : Dictionnaire Biographique du Mouvement Ouvrier Français, édité sous la direction de Jean Maitron.

**FNSI** : Fédération Nationale des Syndicats d'Instituteurs.

**FO** : Force Ouvrière, scission de la CGT en 1948.

**FUE** : Fédération Unitaire de l'Enseignement (affiliée à la CGTU).

**GBL** : Groupe Bolchévick-Léniniste (nom de la tendance « trotskyste » dans la SFIO en 1934-1935).

**IC** : Internationale communiste (Komintern), fondée en 1919 à Moscou, dissoute par Staline en 1943.

**JC** : Jeunesses communistes.

**JS** : Jeunesses socialistes.

**JSR** : Jeunesse socialiste révolutionnaire.

**LC** : Ligue communiste (nom de l'organisation « trotskyste » française de 1930 à 1934).

**LICP** : Ligue Internationale des Combattants de la Paix.

**PC** : Parti communiste (SFIC jusqu'en 1943). L'appellation « PCF » ne devient officielle qu'en 1937.

**PCI** : Parti Communiste Internationaliste, parti « trotskyste » (1936-1939).

**POI** : Parti Ouvrier Internationaliste, parti « trotskyste » (1936-1939).

**PPF** : Parti Populaire Français, parti fasciste fondé par Jacques Doriot en 1936.

**PSOP** : Parti Socialiste Ouvrier et Paysan, scission de gauche de la SFIO en 1938.

**PS** : Parti socialiste (SFIO jusqu'en 1969).

**SFIC** : Section Française de l'Internationale Communiste (dénomination du Parti communiste de 1921 à 1943).

**SFIO** : Section Française de l'Internationale Ouvrière (dénomination du Parti socialiste unifié fondé en 1905 sous l'égide de Jean Jaurès).

**UD** : Union départementale (de syndicats de salariés).

**UL** : Union locale (de syndicats).

**URSS** : Union des Républiques Socialistes Soviétiques (1922-1991).

## LE PARTI OUVRIER INTERNATIONALISTE EN ANJOU

### *Fragments de l'histoire du mouvement trotskyste en Maine-et-Loire (1936-1939)*

L'article qui suit porte sur un tout petit groupe politique de gauche, on pourrait dire une « minorité dans la minorité » dans ce département conservateur qu'est le Maine-et-Loire, où peu de voix se portent sur les partis ouvriers<sup>1</sup> avant la Seconde Guerre mondiale. Faut-il le rappeler, il a fallu en effet attendre 1945 (première Assemblée Constituante) pour voir l'élection d'un député socialiste (Auguste Allonneau), et 1946 (deuxième Constituante) pour qu'un second député de gauche, le communiste Georges Morand<sup>2</sup>, soit élu à son tour (soit au total seulement deux députés de gauche sur six à la Libération !). Puis la gauche disparut en 1951 de la délégation des députés de Maine-et-Loire, pour ne réapparaître qu'en 1986-1988 avec deux éphémères députés socialistes sur sept circonscriptions, élus grâce au scrutin de liste proportionnel départemental instauré à cette occasion par la gauche et supprimé deux ans plus tard par la majorité parlementaire de droite...

Ce qu'on appelle le « mouvement trotskyste » a d'abord été un courant d'opposition qui s'est formé à l'intérieur du mouvement communiste international (la Troisième Internationale ou « Komintern », 1919-1943) en solidarité avec les critiques formulées dès 1924 par Trotsky contre la dégénérescence bureaucratique de l'URSS<sup>3</sup>. Parmi les premiers partisans de Trotsky en France, il faut citer la grande figure qu'est **Alfred Rosmer** (1877-1964) : membre du petit noyau de *La Vie ouvrière* (la revue syndicaliste révolutionnaire fondée en 1909) qui avait maintenu contre vents et marées les idéaux internationalistes en pleine fièvre chauvine dès 1914, Rosmer a participé ensuite à la fondation de l'Internationale communiste en 1919<sup>4</sup> puis du Parti communiste (PC) en décembre 1920. Exclu du PC en 1924, Rosmer participa ensuite, aux côtés de **Pierre Frank**<sup>5</sup> et de **Raymond Molinier**<sup>6</sup>, au lancement de l'hebdomadaire trotskyste *La Vérité* en 1929, puis à la fondation de la Ligue communiste, section française de l'Opposition de Gauche Internationale, en 1930, avant de la quitter l'année suivante, mais sans rompre ses liens personnels avec Léon Trotsky. C'est d'ailleurs dans sa « grange » de Périgny, dans la région parisienne, que se tint en septembre 1938 la conférence constitutive de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Il faut également préciser que l'appellation « trotskyste » a été à l'origine une dénomination injurieuse utilisée par les partisans de Staline, et qu'elle n'a jamais été revendiquée ni par Trotsky ni par ses partisans, qui se sont présentés d'abord comme « opposition de gauche » à l'intérieur de l'Internationale communiste,

---

<sup>1</sup> J'entends ici par « partis ouvriers » le Parti socialiste SFIO fondé en 1905 et le Parti communiste SFIC fondé en décembre 1920 au congrès de Tours.

<sup>2</sup> **Georges Morand** a été le seul député communiste de Maine-et-Loire. Il a été élu à la seconde Assemblée Constituante en juin 1946, et a siégé à l'Assemblée nationale de 1946 à 1951.

<sup>3</sup> **L'URSS** ou Union des Républiques Socialistes Soviétiques, a été formellement créée en décembre 1922 et dissoute en décembre 1991.

<sup>4</sup> Cf. *Moscou sous Lénine*, d'Alfred Rosmer.

<sup>5</sup> **Pierre Frank** (1905-1984), ingénieur, fut exclu du PC pour son soutien aux idées de Trotsky. Par la suite, il se mit en dehors du Parti ouvrier internationaliste en créant le PCI avec Raymond Molinier à l'automne 1936. Interné par les autorités anglaises de 1940 à 1943, il fut réintégré à son retour en France en 1946 dans la IV<sup>e</sup> Internationale et le Parti communiste internationaliste issu de la fusion des différents groupes trotskystes clandestins en février 1944. Il fut ensuite membre du Bureau politique de la section française de la Quatrième Internationale, ainsi que du Secrétariat international, puis du Secrétariat Unifié.

<sup>6</sup> **Raymond Molinier** (1904-1994), militant du Sillon de Marc Sangnier au lendemain de la Première Guerre mondiale, puis des Jeunesse communistes dès 1922. Il se rendit dès avril 1929 à Prinkipo (Turquie) auprès de Trotsky exilé. Celui-ci le remarqua pour « son dévouement, son énergie, son caractère entreprenant, son abnégation ». Il fut exclu de la IV<sup>e</sup> Internationale en 1936 avec Pierre Frank.

puis comme « bolchéviks-léninistes » (BL) après leur exclusion de celle-ci<sup>7</sup>. Nous l'utilisons cependant car elle est passée dans le langage courant des historiens du mouvement ouvrier comme dans celui des politologues.

Dans les années 30, c'est la figure de l'intellectuel **Pierre Naville** (1904-1993) qui marque la continuité du mouvement trotskyste en France, mais dans le cadre d'une petite organisation ballottée par la crise, la menace fasciste et la perspective d'une nouvelle guerre. En effet, le mouvement trotskyste était alors très faible en France : selon l'historien Pierre Broué, avant l'entrée de la plupart de ses militants dans la SFIO, la Ligue communiste (LC) n'avait pas plus de 113 membres, et un texte interne datant d'août 1934 évoquait seulement « 150 bolchéviks-léninistes », nombre qui de toute évidence devait inclure les membres des Jeunesses Léninistes liées à la LC.

C'est le constat de cette faiblesse numérique, de cet isolement tragique d'une poignée de militants communistes antistaliniens de valeur, qui détermina Trotsky à conseiller vivement ce qu'on a coutume d'appeler « l'entrisme » dans la SFIO, le principal parti de gauche à l'époque. En effet, pour Trotsky, les bolchéviks-léninistes devaient tout faire pour se lier aux courants de gauche qui se développaient alors dans des partis socialistes qui assuraient encore, contrairement aux PC stalinisés, une relative démocratie interne. Cette initiative, mise en débat parmi les trotskystes français, rencontra une importante opposition, notamment de la part de Pierre Naville. Finalement, l'entrée à la SFIO fut votée à la Conférence nationale d'août 1934 de la LC par 66 mandats contre 41, et les Jeunesses Léninistes adoptèrent la même position<sup>8</sup>. De son côté, la SFIO accepta l'entrée en bloc des trotskystes, sous le nom de « Groupe bolchévik-léniniste » (GBL), avec leur presse nationale (l'hebdomadaire *La Vérité*)<sup>9</sup>.

Malgré les dissensions internes (Pierre Naville adhérant quand même au Parti socialiste, mais en formant pendant quelques mois un groupe distinct du GBL), les trotskystes purent se faire entendre dans la SFIO, obtenant même un siège à la Commission Administrative Permanente à l'issue du congrès socialiste de Mulhouse (juin 1935). En 1935, leur influence s'étendit au point de prendre la majorité de l'Entente de la Seine des Jeunesses socialistes... juste avant d'être exclus en juillet pour avoir dénoncé le pacte Laval-Staline<sup>10</sup> ! En tout cas, l'entrée dans la SFIO permit aux BL tout à la fois de se faire davantage entendre des masses ouvrières<sup>11</sup> et de s'étendre en province, mais sans dépasser les quelques centaines de membres<sup>12</sup>. Le nombre des militants BL monta ainsi à 317. Quant à la répartition géographique, selon les sources de l'époque (les bulletins intérieurs de la LC) la moitié des effectifs étaient concentrés dans la région parisienne, et aucun groupe n'était signalé en Maine-et-Loire ou à proximité immédiate (Nantes, Tours, Le Mans ou Rennes), du moins avant 1936.

---

<sup>7</sup> Autres appellations utilisées par les « trotskystes » selon les époques et les pays : « socialistes révolutionnaires », « marxistes révolutionnaires », « communistes internationalistes », « communistes révolutionnaires », etc. En effet, le « mouvement trotskyste » se considérait comme l'héritier des principes socialistes et révolutionnaires fondamentaux qui étaient à l'origine tant de l'Internationale socialiste (fondée en 1889) que de l'Internationale communiste à ses débuts (notamment à l'époque des quatre premiers congrès tenus de 1919 à 1922, c'est-à-dire du temps de Lénine).

<sup>8</sup> Cf. Yvan Craipeau, *Le mouvement trotskyste en France*, Syros, 1971, page 110.

<sup>9</sup> Jean-Paul Joubert, *Révolutionnaires de la SFIO*, Presses de la FNSP, 1977, page 52.

<sup>10</sup> Léon Blum affirma clairement au congrès de Mulhouse de la SFIO (juin 1935) qu'il préférerait l'unité organique avec le PCF stalinien plutôt qu'avec les trotskystes. Cf. Jean-Paul Joubert, *Révolutionnaires de la SFIO*, page 60, et compte rendu sténographique du congrès de Mulhouse, p. 125.

<sup>11</sup> A l'époque, le Parti socialiste SFIO avait encore une base ouvrière importante, notamment dans le Nord et le Pas-de-Calais, qu'il perdit largement au profit du Parti communiste après la Seconde Guerre mondiale, ce qui se traduisit au passage par le changement de majorité dans la CGT, au profit des communistes.

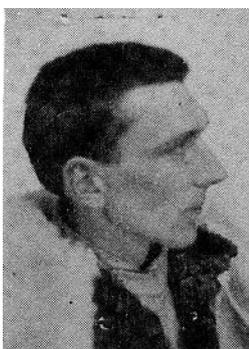
<sup>12</sup> Quelques données chiffrées, pour permettre la comparaison avec les deux grands partis de gauche : selon Danielle Tartakowsky (*Une histoire du PCF*, PUF, 1982), le Parti communiste aurait eu 34 000 adhérents en 1934, et 318 000 en 1938, ce qui représente une progression impressionnante, à mettre en liaison avec la montée ouvrière qui culmina avec la grève générale de mai-juin 1936. De son côté, le Parti socialiste SFIO affichait 110 000 adhérents en 1934 et 275 373 en 1938 (cf. Jacques Kergoat, *Le Parti socialiste*, le Sycomore, 1983).

En revanche, en 1938, le POI (Parti ouvrier internationaliste), fondé par les trotskystes en juin 1936 après leur exclusion de la SFIO, aurait eu environ 600 militants au plan national, et deux groupes en Maine-et-Loire, le principal étant paradoxalement à Saumur, celui d'Angers, ville pourtant plus importante par sa population, étant apparemment nettement plus faible.

En tout cas, la présence du POI dans ces deux villes à partir de 1936 montre bien que, même à petite échelle, le mouvement trotskyste a profité d'une part de sa brève insertion dans la SFIO (de septembre 1934 à son exclusion en octobre 1935), qui lui a permis d'élargir son implantation locale, et d'autre part de la remontée du mouvement ouvrier entre 1934 et 1937<sup>13</sup>, en particulier lors de la grève générale de mai-juin 1936, qui a relancé les espérances révolutionnaires.

### **Le groupe de Saumur : Marcel Baufrière**

L'histoire du groupe trotskyste saumurois est liée étroitement à l'activité de **Marcel Baufrière**, à l'époque employé des postes, né à Paris le 28 juin 1914<sup>14</sup> et décédé à Arcachon le 1<sup>er</sup> juin 1998.



**Marcel Baufrière**

©Critique Communiste

S'intéressant dès l'âge de 13 ans à la politique<sup>15</sup>, proche des idées communistes, c'est cependant aux Jeunesses socialistes (JS) de Saumur que Marcel Baufrière a adhéré à quinze ans, en 1929, car le PC n'y avait pas de structure jeune. Ses positions auraient d'ailleurs vite provoqué des tensions avec la Fédération socialiste de Maine-et-Loire. Par la suite, c'est grâce à sa rencontre avec **Louis Bouët**<sup>16</sup>, ancien fondateur et secrétaire fédéral du PC angevin de 1921 à 1924, mais devenu oppositionnel à la fin des années 20 et démissionnaire du PC en 1930, que Marcel Baufrière fit la connaissance des positions de Trotsky.

C'est ainsi que Marcel Baufrière rejoignit le groupe « bolchévik-léniniste » (GBL), la tendance trotskyste créée à l'automne 1934 dans le Parti socialiste SFIO. Le GBL ayant été exclu de la SFIO en 1935, Marcel Baufrière resta cependant un temps aux JS, tout en y défendant les thèses trotskystes. Ce n'est qu'en octobre 1936 qu'il en démissionna publiquement. Il rejoignit alors la Jeunesse socialiste révolutionnaire (JSR) et le Parti ouvrier internationaliste (POI) - le principal parti trotskyste de l'époque - qui s'étaient formés entretemps, en juin 1936. Selon le *Maitron* (Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier français), « il entraîna avec lui les deux tiers de la section des JS de Saumur et devint le responsable du mouvement en Anjou » jusqu'à son départ pour Paris en 1938.

<sup>13</sup> Dès 1938, la courbe des effectifs syndiqués amorce une baisse, notamment en Maine-et-Loire.

<sup>14</sup> Date historique s'il en est, puisque c'est celle de l'attentat de Sarajevo, au cours duquel l'archiduc autrichien François-Ferdinand fut assassiné par un nationaliste serbe, assassinat qui fut la cause immédiate du déclenchement de la Première Guerre mondiale (1914-1918).

<sup>15</sup> Voir les souvenirs de son camarade de l'école primaire des Récollets à Saumur, Pierre Goubert, dans *Un parcours d'historien – Souvenirs 1915-1995*, Fayard 1996, en particulier pages 89 et 92.

<sup>16</sup> **Louis Bouët** (1880-1969), enseignant dans le Saumurois, pionnier du syndicalisme des instituteurs en Maine-et-Loire, militant socialiste d'extrême-gauche (« hervéiste ») avant la Première Guerre mondiale, puis communiste, ami de Léon Trotsky depuis l'été 1916, date de leur rencontre à Paris. Inscrit au Carnet B avant la Première Guerre mondiale, il n'avait pas été arrêté en août 1914 car la CGT et le Parti socialiste s'étaient ralliés à l'Union sacrée. En revanche, il le fut en juin 1940. A l'origine liste des suspects d'espionnage à interner en cas de mobilisation générale, le Carnet B avait été élargi avant 1914 aux militants antimilitaristes, principalement anarchistes mais aussi « hervéistes » comme Louis Bouët.

Le 14 février 1937, Marcel Baufrière et sa première épouse Alice<sup>17</sup>, elle aussi militante, organisèrent leur première réunion publique au foyer du théâtre de Saumur. Celle-ci fut d'ailleurs annoncée dans une brève du quotidien de droite *Le Petit Courrier*<sup>18</sup>, mais sans aucune mention précisant l'appartenance politique des organisateurs. Il y était seulement indiqué qu'il s'agirait d'une « conférence publique et contradictoire sur le « procès » de Moscou »<sup>19</sup>. Orateur annoncé : **Fred Zeller**<sup>20</sup>, dont les responsabilités politiques n'apparaissent pas non plus dans la brève (il était seulement indiqué qu'il avait « pris récemment la parole au grand meeting de Magic-City à Paris, aux côtés de **Georges Pioch**<sup>21</sup> et de **Félicien Challaye**<sup>22</sup> »).

**QUE SE PASSE-T-IL A MOSCOU ?**  
**On nous communique :**  
 Dimanche prochain aura lieu au foyer du théâtre de Saumur, une grande conférence publique et contradictoire sur le « procès » de Moscou.  
 Fred Zeller, qui a pris récemment la parole au grand meeting de Magic-City à Paris, aux côtés de Georges Pioch et Félicien Challaye (pour y traiter du même sujet), jettera un peu de lumière sur cet étrange procès.  
 Tous ceux qui recherchent la vérité seront au foyer du théâtre le 14 février à 16 heures précises.

L'annonce du meeting du POI à Saumur dans *Le Petit Courrier* du 10 février 1937 - ADML

C'est Marcel Baufrière qui présida le meeting, en compagnie de Robineau, le secrétaire de la section locale SFIO. Selon *La Lutte Ouvrière* (hebdomadaire national du POI) du 19 février 1937 qui en rendit compte à la une, quatre à cinq cents personnes y assistèrent, pour écouter successivement Marcel Baufrière, qui en profita pour exposer brièvement les raisons de son adhésion à la IV<sup>e</sup> Internationale, puis Fred Zeller, qui dénonça les machinations du GPU (la police politique de l'URSS à l'époque), en particulier l'assassinat du dirigeant soviétique Kirov), la mascarade des procès de Moscou et lut un message de Trotsky. Le meeting fut effectivement contradictoire, car un militant du PC, Brillat, applaudi par ses camarades, fit ensuite une intervention pour accuser les trotskystes d'être des « diviseurs de la classe ouvrière ». Enfin, Louis Bouët rappela le combat de Trotsky contre la dernière guerre, « félicita les trotskystes de commencer la lutte contre l'union sacrée avant que la nouvelle guerre impérialiste soit déclenchée » puis, à la fin de son intervention, toujours selon *La Lutte Ouvrière*, « démontra l'urgence du regroupement de tous les révolutionnaires dans une quatrième internationale ». Fred Zeller conclut le meeting en lançant « un vibrant appel pour la IV<sup>e</sup> Internationale et la révolution socialiste internationale ». *Le Petit Courrier*, prompt à rendre compte de la moindre assemblée de canton des partis d'extrême-droite, ne fit aucun compte-rendu de cette réunion. En revanche, il ne manqua pas de le faire pour une « réunion mensuelle »



A la "une" de *La Lutte ouvrière* du 19 mars 1937 Archives RADAR

<sup>17</sup> Marcel Baufrière et Alice Chouarche s'étaient mariés à Saumur le 28 mai 1936.

<sup>18</sup> Edition du 10 février 1937, page 6 (Saumur).

<sup>19</sup> Le premier des grands procès de Moscou a eu lieu du 19 au 24 août 1936 (il se conclut entre autres par l'exécution de Zinoviev et Kamenev). Le second venait de se dérouler du 23 au 30 janvier 1937 (exécution de Piatakov et Radek). Le troisième se tiendra du 2 au 13 mars 1938 (exécution de Boukharine, Rykov, Racovsky). Toutes les victimes de ces procès truqués étaient d'anciens dirigeants bolchéviques (donc communistes) qui, à un moment ou à un autre, s'étaient opposés à Staline.

<sup>20</sup> **Fred Zeller**, né en 1912, avait été élu en 1934 secrétaire de l'Entente des Jeunesses socialistes de la Seine. Fondateur avec le militant trotskyste David Rousset du journal *Révolution*, il évolua rapidement vers la gauche révolutionnaire et fut exclu du Parti socialiste SFIO et des Jeunesses socialistes en septembre-octobre 1935. En février 1937, il était membre du Bureau politique du POI et de la direction de la JSR.

<sup>21</sup> **Georges Pioch** (1873-1953), « journaliste et homme de lettres, successivement militant anarchiste, socialiste, puis communiste jusqu'en 1923 mais constamment pacifiste, président de la LICP (Ligue internationale des combattants de la paix) de 1931 à 1934 » selon le *Maitron*.

<sup>22</sup> **Félicien Challaye** (1875-1967), professeur de philosophie, militant anticolonialiste et pacifiste, lui aussi un temps président de la LICP. Rallié à la collaboration sous l'occupation.

du **PSF**<sup>23</sup> de Saumur qui eut lieu le lendemain et ne rassembla que 300 personnes (*Petit Courrier* du 18 février 1937).

A la suite de ce meeting, *La Lutte ouvrière* du 26 février 1937 signala que « la cellule JSR de Saumur avait enregistré dix demandes d'adhésion provenant en majorité de camarades des JS et JC démissionnaires », qu'une cellule du POI serait constituée sous peu et que « cent numéros de la *Lutte ouvrière* ont été vendus à la criée ».

Le mois suivant<sup>24</sup>, le correspondant saumurois de la JSR affirma que les militants restés aux JS et aux JC étaient « dégoûtés par l'Union sacrée où se vautrent les Blum et les Cachin » et se rapprochaient des trotskystes. 340 numéros de *La Lutte ouvrière* auraient été vendus en 4 semaines ainsi que 40 numéros de *Révolution* (organe de la JSR). Un « nouveau grand meeting » aurait été alors envisagé. Quant au 1<sup>er</sup> mai 1937, il marqua à Saumur comme ailleurs l'apogée du mouvement ouvrier pour la période, mais selon le rapport du sous-préfet<sup>25</sup>, au meeting convoqué par l'Union locale CGT et qui rassembla 800 personnes, c'est en vain que Marcel Baufrère et Louis Bouët demandèrent la parole.

Si l'on en croit *La Lutte ouvrière* n° 61 du 25 novembre 1937, une réunion publique du POI à Saumur aurait bien réuni 150 personnes le samedi 13 novembre 1937, mais Le *Petit Courrier* n'en a pas rendu compte. Peu de temps après, « à l'issue d'une réunion avec **Camille Drevet**<sup>26</sup>, le groupe de Saumur fit « adopter à l'unanimité un ordre du jour de lutte contre la guerre au travers du défaitisme révolutionnaire » (*La Lutte ouvrière* n° 62 du 9 décembre 1937).

Signalons au passage que deux semaines plus tard, *La Lutte ouvrière* épingla un « haut prélat de Laval » qui aurait été interpellé et retenu au commissariat de Saumur pendant plusieurs heures pour « détournement de mineur... sur la personne d'un jeune jockey ! ». Cette pointe anticléricale était signée M. B. [Marcel Baufrère].

L'année 1938 fut celle de la montée des périls, avec l'Anschluss en mars et la crise des Sudètes en septembre<sup>27</sup>. Dans la soirée du 18 mai 1938, des heurts se produisirent à Saumur entre fascistes et antimilitaristes à l'occasion d'exercices de défense passive<sup>28</sup>. Les membres de la LICP, du POI et des JSR défilèrent en chantant *l'Internationale* et *la Jeune Garde*, face aux fascistes qui criaient « vive l'armée » et faisaient « le salut à la romaine » c'est-à-dire le salut fasciste, les deux groupes étant séparés par des soldats. A cette occasion, Marcel Baufrère ainsi qu'une de ses camarades furent arrêtés, et 19 contraventions dressées contre les manifestants « trotskystes de la LICP et communistes ». L'article précisait : « Pacifistes socialistes, communistes, Trotskystes ont fait le *front unique* dans l'action ». Le *Petit Courrier* du lendemain évoqua seulement une « manifestation communiste ». Pourtant, depuis le pacte Laval-Staline de 1935, le PCF avait abandonné toute activité antimilitariste et votait désormais les crédits de guerre au Parlement.

C'est aussi en 1938 que Marcel Baufrère apparut pour la première fois sur la liste - secrète à l'époque - des inscrits au « Carnet B », la liste établie par les préfectures et qui contenait tous les individus « jugés dangereux pour l'ordre intérieur » et susceptibles d'être internés administrativement en cas de guerre<sup>29</sup>.

---

<sup>23</sup> PSF : **Parti social français**, fondé par le colonel de la Rocque, un fervent admirateur de Mussolini.

<sup>24</sup> *La Lutte ouvrière* n° 36 du 19 mars 1937.

<sup>25</sup> ADML, 4 M 6 77 (dossier sur les premiers mai – 1922-1939).

<sup>26</sup> **Camille Drevet** (1880-1969), militante anticolonialiste, féministe et pacifiste, à l'époque secrétaire générale de la Ligue Internationale des Combattants de la Paix(LICP).

<sup>27</sup> L'Anschluss est le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne nazie, interdit par le Traité de Versailles de 1919. Les Sudètes étaient une région de Tchécoslovaquie limitrophe de l'Allemagne, à forte population germanophone et réclamée par Hitler.

<sup>28</sup> *La Lutte ouvrière* n° 81, 2 juin 1938, première page. La correspondance est signée « M.L. ».

<sup>29</sup> La liste des inscrits au carnet B de Maine-et-Loire comprenait 13 personnes (dont les époux Bouët) à la révision de janvier 1932, autant en mars 1934 (ce sont les mêmes personnes), et 11 au 30 septembre 1938 (ADML, 1 R 2111).

## **Marcel Baufrière inculpé de « provocation à l'insoumission »**

La répression s'accroît au fil des mobilisations contre la menace de guerre : en septembre 1938, le procureur de la République de Saumur rapporta aux autorités départementales (procureur général, préfet) la distribution de « tracts subversifs » déposés dans la nuit du 25 au 26 septembre dans la plupart des boîtes aux lettres des immeubles de sa ville, ainsi que l'apposition d'affiches de même contenu sur les murs du Théâtre municipal<sup>30</sup>. Le préfet ordonna de faire lacérer les affiches et de rechercher les auteurs de l'affichage (le procureur rajouta « la recherche et des distributeurs de tracts et de l'afficheur des placards »). En fait, il s'agissait de deux affiches, une blanche et une verte, avec des textes différents.

Premier soupçonné, Marcel Baufrière fut interrogé par le commissaire de police de Saumur. Il reconnut avoir distribué des tracts (pas forcément ceux qu'on lui présentait) à une réunion publique organisée par la CGT contre la remise en cause des 40 h au Théâtre municipal le 16 septembre, mais pas l'affichage incriminé.

Pour le procureur de Saumur, qui cite la fin du tract vert du POI évoquant octobre 1917 et la IV<sup>e</sup> Internationale, Baufrière est coupable du délit de « provocation à l'insoumission » puni par la loi du 8 juillet 1934. Quant à l'imprimerie qui avait confectionné le tract (sur lequel figurait la mention « Imprimerie Syndicaliste, Gand »), elle tombait elle aussi le cas échéant sous le coup de la loi. Le Procureur de la République d'Angers écrivit donc le 14 octobre une lettre au Procureur du Roi à Gand pour qu'il enquête à son tour. Cependant, les recherches de la police belge aboutirent à la conclusion que « l'imprimerie syndicaliste » de Gand n'existait pas. En fait, par ce subterfuge, le POI avait protégé son imprimerie d'éventuelles poursuites judiciaires.

Le 6 décembre 1938, sur ordre du parquet du Procureur général d'Angers, Marcel Baufrière fut donc poursuivi pour « provocation de militaires à la désobéissance dans un but de propagande anarchiste (article 25, loi du 29 juillet 1881, 1<sup>er</sup>, loi du 28 juillet 1894) ». Dans la même période, le procureur de Saumur s'adressa au procureur de Paris pour lui demander des renseignements sur Baufrière, et au Directeur des Postes et Télégraphes de Paris, où le militant du POI venait d'être muté<sup>31</sup>, pour l'informer des poursuites dont il faisait l'objet. Il s'agissait à la fois de faire suivre le dossier de Baufrière à Paris, de connaître sa nouvelle adresse, et sans doute aussi de faire en sorte que Baufrière perde son travail...

Dans un premier temps, ces tentatives de neutraliser politiquement et socialement Marcel Baufrière échouèrent en grande partie, car le procureur de la République de Saumur avait oublié qu'il y avait un délai de prescription de deux mois pour les infractions à la loi du 29 juillet 1881... et laissa ainsi passer la date butoir de fin novembre. En conséquence, il se fit passer un savon magistral par le procureur général d'Angers<sup>32</sup>, dut s'excuser platement (sa « première erreur en 26 ans », affirma-t-il), et pour essayer de se rattraper suivit les conseils de son supérieur hiérarchique en citant Baufrière à l'audience correctionnelle du jeudi 30 mars 1939, cette fois pour délit de « provocation à l'insoumission » (dans ce cas-là, la prescription était de trois ans...).

---

<sup>30</sup> ADML, 1 M 6 85.

<sup>31</sup> Cette mutation intervint probablement début octobre 1938, puisque dans une lettre datée du 11 de ce mois, le procureur de Saumur se félicite que « la ville de Saumur se trouve ainsi débarrassée d'un élément des plus indésirables ».

<sup>32</sup> Lettre du Procureur général au Procureur de la République à Saumur, 11 mars 1939, ADML, 1 M 6 85, Pacifisme-Procès Baufrière.

# DÉFENDONS LES 40 HEURES! A BAS LA GUERRE IMPÉRIALISTE! A BAS LE GOUVERNEMENT DALADIER ! EN PRISON LES CAGOULARDS...

Camarades :

Le nombre des chômeurs augmente continuellement, et les dernières statistiques officielles accusent plus de 300.000 sans-travail. Il faut y ajouter tous ceux qui font la semaine de 20 ou 30 heures. Et c'est le moment que choisit Monsieur DALADIER pour déclancher son attaque contre les 40 Heures.

« Il faut que la France se remette au travail », déclare Daladier. Mais la bourgeoisie française est incapable de donner du travail à tous ceux qui en demandent. - En réalité, Monsieur Daladier veut que les ouvriers *travaillent plus et gagnent moins afin d'augmenter les bénéfices de ses amis capitalistes*. Les Financiers et les Industriels qui ont mis Daladier au pouvoir se moquent de la misère des chômeurs. Ils veulent de nouveaux milliards de bénéfices qui leur permettront d'armer les **Cagoulards** que Daladier a remis en liberté, et d'écraser la classe ouvrière.

La crise actuelle n'est pas le résultat des 40 Heures. C'est la crise du Régime Capitaliste. Et c'est ce régime pourri qui vous exploite que l'on veut vous faire défendre. C'est au nom de la **Défense Nationale** que l'on veut vous imposer des heures supplémentaires. C'est au nom de la **Défense Nationale** que l'on supprimera demain vos congés payés. C'est au nom de la **Défense Nationale** que l'on vous fera crever sur les champs de bataille, *seule méthode dont dispose la bourgeoisie pour supprimer les chômeurs*.

**La défense de la Tchécoslovaquie ?** C'est la défense des intérêts impérialistes de la bourgeoisie française, la *défense des capitaux que Messieurs Schneider et Michelin ont investis dans les usines tchécoslovaques*. Les intérêts de la classe ouvrière française ne sont pas les mêmes que ceux des Daladier, Schneider, Michelin et Co.

Prétendre que la prochaine guerre se fera pour la défense de la démocratie est un mensonge et une ignoble trahison. On ne combat pas Hitler en faisant l'Union Sacrée avec les fascistes français.

Les ouvriers Français travaillent déjà 60 millions d'heures annuellement pour la « Défense Nationale » de leur bourgeoisie. C'en est trop ! Il faut travailler, maintenant, pour les œuvres de Vie, pour une Société plus juste et plus humaine.

Camarades... Groupez-vous dans la **C. G. T.** qui, sous votre impulsion révolutionnaire, doit reprendre son rôle d'organisation de lutte de classes.

*Défendez les 40 heures* et vous lutterez ainsi contre le fascisme, vous ferez reculer la guerre.

*Luttez pour le Gouvernement des Ouvriers et Paysans*, et vous donnerez du courage aux ouvriers allemands pour abattre Hitler.

Mais si la guerre éclate néanmoins, vous vous souviendrez de l'exemple de Lénine, de Trotsky et des bolcheviks russes. Vous vous souviendrez d'Octobre 1917. Vous saurez arrêter la guerre et faire sortir des convulsions du monde, la Révolution Socialiste. La IV<sup>me</sup> Internationale vous y aidera.

Pour la défense des 40 Heures,  
Pour l'échelle mobile des salaires,  
Pour le contrôle ouvrier sur la production,  
**OCCUPEZ LES USINES**  
Formez vos comités ouvriers,  
Expropriez les capitalistes;  
Vive le Gouvernement Ouvrier et Paysan  
Vive la Révolution Socialiste Mondiale.

**PARTI OUVRIER INTERNATIONALISTE - JEUNESSE SOCIALISTE RÉVOLUTIONNAIRE. Rayon D'Anjou**  
(Section Française de la IV<sup>e</sup> Internationale)

Imprimerie Syndicaliste, Gand

Effectivement, *La Lutte ouvrière* du 24 mars 1939<sup>33</sup> confirma que Marcel Baufrière (par ailleurs inculpé de « provocations à la désobéissance » pour des articles parus dans *Révolution*, l'organe national de la JSR dont il était le gérant) devait bientôt comparaître devant le tribunal de Saumur pour avoir distribué six mois plus tôt le tract POI-JSR du Rayon d'Anjou<sup>34</sup> intitulé « **Défendons les 40 heures. A bas le gouvernement Daladier. En prison les cagouleurs** »<sup>35</sup>. L'article qui donnait cette information ne manqua pas de préciser que les trotskystes n'étaient pas partisans de l'insoumission individuelle « qui ni en octobre 1917 ni en mars 1939 ne résout la question de la guerre ».

Le jour du procès, Marcel Baufrière n'assista pas à l'audience, mais son avocat n'eut pas de peine à faire reconnaître qu'en bons léninistes, les trotskystes n'avaient jamais prôné l'insoumission, contrairement aux courants anarchistes. Finalement le dirigeant du POI fut purement et simplement relaxé, sans dépens<sup>36</sup>. Selon un brouillon contenu dans le dossier Baufrière des ADML, le parquet fit appel de ce jugement.

Marcel Baufrière avait quitté Saumur pour Paris au début de l'automne 1938<sup>37</sup>, pour exercer des responsabilités de direction nationale à la JSR (Bureau politique) et au POI (Comité central). Son inscription au carnet B le suivit, mais la Sûreté ne le trouva pas à la déclaration de guerre, car il avait déjà été emprisonné le 28 août 1939 pour un article sur le Maroc paru dans *Révolution*, le journal de la JSR, dont il était le gérant... Entretemps, il avait aussi été révoqué des PTT<sup>38</sup>. Libéré le 28 juin 1940, militant clandestin de l'organisation trotskyste sous l'Occupation, c'est à Saumur qu'il fut de nouveau arrêté en juillet 1942, mais remis en liberté grâce à un commissaire de police résistant. Déporté à Buchenwald en 1944-1945, il y fut, avec deux militants trotskystes autrichiens (Ernst Federn et Karl Fischer) et un militant belge (Florent Galloy) l'un des rédacteurs de la « Déclaration des communistes internationalistes »<sup>39</sup> qui refusait de considérer la classe ouvrière allemande comme étant co-responsable de la guerre, et se démarquait des positions chauvines développées alors par la direction du PCF<sup>40</sup>. Il milita ensuite au Parti communiste internationaliste (l'organisation trotskyste unifiée d'après-guerre), mais le quitta en 1948 pour rejoindre l'éphémère RDR (Rassemblement Démocratique Révolutionnaire) créé par David Rousset et Jean-Paul Sartre.

### **Le groupe de Saumur : les autres jeunes**

Le petit groupe constitué autour de Marcel Baufrière comprenait deux femmes qui disparurent prématurément. **Alice Chouarche**, était la compagne de Marcel Baufrière. Née en 1913, elle était institutrice à Saint Hilaire-Saint Florent dans la banlieue de Saumur. En 1934-1935, elle était adhérente de la Fédération Unitaire de l'Enseignement (FUE) et abonnée à la revue de la Fédération, *L'Ecole Emancipée*<sup>41</sup>. Contrairement aux autres fédérations de la CGTU, la FUE était dirigée par le courant syndicaliste révolutionnaire, qui comprenait les trotskystes, et non par le PC. Depuis la fusion CGT-CGTU de décembre

---

<sup>33</sup> N° 114.

<sup>34</sup> Depuis sa bolchévisation en 1924, le PC français avait abandonné l'ancienne structuration en sections locales et fédérations départementales issue de la SFIO pour s'organiser en « rayons » et en « cellules » d'entreprises ou de localité. Le POI avait repris ces appellations.

<sup>35</sup> En fait le titre complet du tract était « Défendons les 40 heures ! A bas la guerre impérialiste ! A bas le gouvernement Daladier ! En prison les Cagouleurs... ». Ce « tract vert » figure dans le gros dossier POI des ADML (4 M 6 57), qui ne concerne que le groupe POI d'Angers.

<sup>36</sup> *La Lutte ouvrière* n° 115 du 7 avril 1939

<sup>37</sup> Il se maria le 6 octobre 1938 à Bonneuil-sur-Marne avec Claire Faget (en fait Claire Feigenbaum, dite *Louise*). Il s'agissait d'un mariage blanc devant permettre à cette dernière, d'origine roumaine, d'obtenir la nationalité française. *Louise* était la compagne d'un militant du POI lui aussi d'origine roumaine, *Barta*, alias David Korner (1914-1976), qui fonda ensuite l'*Union communiste*, ancêtre de *Lutte ouvrière*.

<sup>38</sup> Voir la biographie de **Marcel Baufrière** in *DBMOF*, tome 18, pages 252-253.

<sup>39</sup> Déclaration reproduite dans la revue *Critique communiste* n° 25, novembre 1978.

<sup>40</sup> Entre autres exemples, *L'Humanité*, organe central du PCF, n'avait pas hésité à titrer « Mort aux boches » son édition du 22 août 1944, il est vrai en pleine bataille pour la Libération de Paris.

<sup>41</sup> Archives Henri Dufour.

1935-janvier 1936, elle militait syndicalement à la CGT dans la mouvance des *Amis de l'École Emancipée* et politiquement à la JSR. Elle mourut brutalement en avril 1937. Son décès fut annoncé dans *La Lutte Ouvrière*<sup>42</sup>.

Quant à **Jeanne Faure**, elle était elle aussi institutrice à Saumur et avait adhéré à la JSR dès 1936. Elle mourut à son tour brutalement, à l'âge de 20 ans, en septembre 1938, « après 3 semaines de maladie »<sup>43</sup>. Trésorière de sa cellule, elle avait été déléguée au 3<sup>ème</sup> congrès de la JSR en juillet 1937. Elle venait d'être condamnée à une amende pour sa participation à la manifestation pacifiste du 18 mai « contre la guerre impérialiste ». Selon ses camarades, la dernière lettre qu'elle reçut fut celle du percepteur la menaçant d'incarcération si elle n'acquittait pas l'amende... Nous ne connaissons pas les causes de ces deux disparitions tragiques qui endeuillèrent le petit groupe saumurois du POI.

C'est en 1938, à l'âge de dix-huit ans, que **Walter Hird**<sup>44</sup>, alias Lusager, militant des Auberges de Jeunesse (AJ), rejoignit lui aussi le groupe de Saumur de la JSR. Co-fondateur du groupe de Saumur des AJ, il fut délégué au congrès de Toulouse de ce mouvement. Très investi dans le mouvement ajiste, Walter Hird participa dans ce cadre au soutien aux réfugiés espagnols. Il militait aussi à la LICP. Il quitta Saumur pour Paris, où il était né en 1941, et où il milita dans les Comités de la Quatrième Internationale, ce qui lui valut d'être arrêté en 1942, emprisonné à la Santé, puis interné dans différents camps jusqu'en 1944. Il continua de sympathiser avec le mouvement trotskyste après la guerre et rejoignit l'OCI<sup>45</sup> après 1968. A sa mort en 2001, il était toujours membre du PCI<sup>46</sup> « lambertiste ».

Dans le groupe POI-JSR de Saumur, il y avait aussi deux autres militants dont les noms figurent dans le *Maitron*. Citons tout d'abord **Georges Donadieu**, qui participa le 3 juillet 1938 à la conférence nationale regroupant les trois organisations de jeunesse issues de la crise du Parti socialiste SFIO : la JSR, bien sûr, mais aussi la Jeunesse socialiste autonome (JSA) dirigée par Lucien Weitz<sup>47</sup> et les Jeunesses socialistes ouvrières et paysannes (JSOP), branche « jeune » du Parti Socialiste Ouvrier et Paysan de Marceau Pivert qui venait d'être créé le mois précédent. L'autre militant est un certain **Lasnier**, qui participa lui aussi à la conférence nationale des organisations de jeunesse<sup>48</sup>.

A noter que curieusement, bien que le groupe de Saumur du POI et de la JSR ait été de loin le plus nombreux et le plus actif des deux groupes trotskystes de l'époque (Angers et Saumur), les Archives de police du Maine-et-Loire n'en ont gardé que peu de traces...<sup>49</sup> En revanche, sur les onze inscrits au carnet B de Maine-et-Loire à la date du 30 novembre 1938<sup>50</sup>, trois étaient des militant-e-s de Saumur présenté-e-s par la police comme « objecteur de conscience - propagandiste IV<sup>e</sup> Internationale » (Marcel Baufrère) ou « actuellement militant de la IV<sup>e</sup> Internationale » (Louis et Gabrielle Bouët). Cependant, bien que le dispositif concernant les inscrits au carnet B ait prévu leur arrestation immédiate en cas de guerre<sup>51</sup>,

---

<sup>42</sup> *DBMOF*, tome 22, page 296, *La Lutte ouvrière*, n° 40 du 16 avril 1937, page 2.

<sup>43</sup> *La Lutte ouvrière* n° 91 du 23 septembre 1938, page 3.

<sup>44</sup> Voir la biographie de Walter Hird (1920-2001), *DBMOF*, tome 31, page 363.

<sup>45</sup> OCI : Organisation communiste internationaliste, nom de l'organisation trotskyste dite « lambertiste » autour de 1968.

<sup>46</sup> PCI : Parti communiste internationaliste, nouveau nom du courant « lambertiste » à partir de 1981.

<sup>47</sup> Socialiste de gauche, **Lucien Weitz** resta au Jeunesses socialistes après l'exclusion des trotskystes en 1935, mais il fut lui-même exclu du PS après la fusillade de Clichy en 1937 et créa alors la JSA. Il rejoignit le PSOP dès 1938.

<sup>48</sup> *Révolution*, organe des JSR, juillet 1938.

<sup>49</sup> Rien sur Saumur dans le dossier POI 1935-1938 des ADML (4 M 6 57), et seulement quelques lignes dans celui sur les « partis extrémistes » (1 M 6 86). Seul le dossier particulier de Marcel Baufrère (1 M 6 85), dû au procès qui lui fut intenté, est plus consistant.

<sup>50</sup> AD de Maine-et-Loire, 1 R 2111.

<sup>51</sup> Les ordres d'arrestations étaient signés à l'avance par le préfet, il ne restait à remplir que la date d'effet.

Gabrielle Bouët ne fut pas inquiétée en 1939-1940 et seul Louis Bouët, qui avait soixante ans, fut arrêté, mais seulement le 13 juin 1940, puis interné au camp du Sablou (Dordogne)<sup>52</sup>.

Taxe principale.		INDICATIONS DE RÉCEPTION.	Télégramme.		INDICATIONS DE TRANSMISSION. 14 JUIN 1936 CABINET DU PRÉFET															
Taxes accessoires																				
TOTAL..																				
<table border="1"> <thead> <tr> <th>NATURE DU TÉLÉGRAMME ET DESTINATION.</th> <th>ORIGINE.</th> <th>NUMÉRO.</th> <th>NOMBRE DE MOTS.</th> <th>DATE.</th> <th>HEURE DE DÉPÔT.</th> <th>MENTIONS DE SERVICE.</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Urgent</td> <td>Angers</td> <td>Baris</td> <td>0967/64</td> <td>70</td> <td>13</td> <td>2340</td> </tr> </tbody> </table>							NATURE DU TÉLÉGRAMME ET DESTINATION.	ORIGINE.	NUMÉRO.	NOMBRE DE MOTS.	DATE.	HEURE DE DÉPÔT.	MENTIONS DE SERVICE.	Urgent	Angers	Baris	0967/64	70	13	2340
NATURE DU TÉLÉGRAMME ET DESTINATION.	ORIGINE.	NUMÉRO.	NOMBRE DE MOTS.	DATE.	HEURE DE DÉPÔT.	MENTIONS DE SERVICE.														
Urgent	Angers	Baris	0967/64	70	13	2340														
<p>urgent interieur surete a Prefets france circulaire: En execution commission negociation de m Aubry juge instruction au Tribunal de la Seine en date du 13 juin 1936 Vous prie faire proceder extreme urgence par officiers police judiciaire votre departement et apres sub-delegation juge competent a</p> <p>AVIS. — Dans les télégrammes imprimés en caractères romains par l'appareil télégraphique, le premier nombre qui figure après le nom du lieu d'origine est un numéro d'ordre, le second indique le nombre des mots taxés, les autres désignent la date et l'heure du dépôt. Dans le service intérieur et dans les relations avec certains pays étrangers, l'heure de dépôt est indiquée au moyen des chiffres de 0 à 24.</p> <p style="text-align: right;">7.1.19</p>																				

Taxe principale.		INDICATIONS DE RÉCEPTION.	Télégramme.		INDICATIONS DE TRANSMISSION.															
Taxes accessoires																				
TOTAL..																				
<table border="1"> <thead> <tr> <th>NATURE DU TÉLÉGRAMME ET DESTINATION.</th> <th>ORIGINE.</th> <th>NUMÉRO.</th> <th>NOMBRE DE MOTS.</th> <th>DATE.</th> <th>HEURE DE DÉPÔT.</th> <th>MENTIONS DE SERVICE.</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table>							NATURE DU TÉLÉGRAMME ET DESTINATION.	ORIGINE.	NUMÉRO.	NOMBRE DE MOTS.	DATE.	HEURE DE DÉPÔT.	MENTIONS DE SERVICE.							
NATURE DU TÉLÉGRAMME ET DESTINATION.	ORIGINE.	NUMÉRO.	NOMBRE DE MOTS.	DATE.	HEURE DE DÉPÔT.	MENTIONS DE SERVICE.														
<p>Saisie en tous lieux publics et au besoin, sera tous exemplaires du numero 1 du journal (La lutte ouvriere) en date de Vendredi 12 juin 36</p> <p>AVIS. — Dans les télégrammes imprimés en caractères romains par l'appareil télégraphique, le premier nombre qui figure après le nom du lieu d'origine est un numéro d'ordre, le second indique le nombre des mots taxés, les autres désignent la date et l'heure du dépôt. Dans le service intérieur et dans les relations avec certains pays étrangers, l'heure de dépôt est indiquée au moyen des chiffres de 0 à 24.</p>																				

Le télégramme du Ministère de l'Intérieur ordonnant la saisie du premier n° de *La Lutte ouvrière* - 12 juin 1936 - ADML - 4 M 6 57

<sup>52</sup> Selon Gabrielle Bouët, Louis Bouët était « d'une maigreur effrayante » quand il rentra du camp du Sablou huit mois plus tard (cf. Louis Bouët, *Trente ans de combat*).

## **A Angers : un cas d'interdiction professionnelle**

L'existence d'un groupe trotskyste est attestée à Angers dès le numéro 4 de *La lutte ouvrière*, le 15 juillet 1936 : un article y rapportait en effet qu'un membre de la JSR avait été agressé par un « staliniste », le « citoyen Ternel, rédacteur à *l'Avant-Garde*<sup>53</sup>, venu accomplir une période de réserve à Angers », qui essaya de lui arracher ses journaux en l'accusant de lutter contre le Front populaire. La suite de l'article évoquait « l'extension extraordinaire des grèves » dans la « ville cléricale » qu'était Angers, ainsi que les affrontements entre les grévistes et 200 fascistes parmi lesquels « le sieur Bertin<sup>54</sup>, homme de confiance de l'industriel local Cointreau<sup>55</sup> », qui aurait reçu une « sévère raclée ». Le même numéro indiquait que la cellule POI-JSR tenait une permanence tous les jeudis de 18 à 19 h au café de la Mairie, 2 boulevard du Maréchal-Foch et que *La Lutte ouvrière* et *Révolution* étaient en vente au kiosque de la rue Saint-Aubin (près du boulevard Foch).

Malgré la faiblesse numérique du POI, son activité était sous haute surveillance. Le dossier POI des Archives départementales (AD) de Maine-et-Loire contient ainsi un télégramme du Ministre de l'Intérieur, le socialiste Roger Salengro, daté du 14 juin 1936 et adressé aux préfets : ceux-ci avaient l'ordre de saisir sur tout le territoire français « tous exemplaires du numéro 1 du journal *La Lutte ouvrière* en date du vendredi 12 juin 1936 ». On était alors en pleine grève générale, et *La Lutte ouvrière*, organe des deux groupements trotskystes provisoirement réunifiés dans le POI, n'avait pas hésité à titrer en « une » : « Dans l'usine et la rue, le pouvoir aux ouvriers » et à appeler à former des milices ouvrières<sup>56</sup>. La saisie de l'hebdomadaire trotskyste ne constituerait pas en elle-même un évènement, si ce n'était l'une des premières mesures d'un gouvernement « de gauche », à direction socialiste, et censé défendre entre autres la liberté de la presse ...

De même, quelques mois plus tard, le 29 octobre, suite aux annonces parues dans *La Lutte ouvrière*, le Directeur de la Sûreté nationale, informé de la tenue de permanences du POI-JSR au café de la Mairie, demanda au préfet de lui faire parvenir des renseignements sur le « tenancier de l'établissement sus-indiqué » ainsi que sur « les personnes qui fréquenteraient cette permanence ». Le Commissaire spécial d'Angers répondit au préfet le 7 novembre en le renvoyant à ses rapports précédents des 29 août et 30 octobre... Il ajoutait que les renseignements sur le tenancier, « le sieur LORTHIOIR Fernand, 41 ans », étaient « favorables » et que chez lui, « l'intérêt commercial domine la question politique ».

Cependant, l'activité de l'Etat vis-à-vis du POI à Angers ne se limitait pas à la surveillance. En effet, l'essentiel du dossier de police qui lui est consacré est constitué de nombreux feuillets traitant pour l'essentiel du cas personnel du principal militant trotskyste, celui qui était présenté par le Commissaire spécial comme le « secrétaire » de la cellule d'Angers. Il s'agit de **William Gilbert**, cantonnier auxiliaire, né le 16 juillet 1912 à Bréhémont (commune d'Indre-et-Loire, mais le rapport de police indique à tort Ille-et-Vilaine). Celui-ci aurait quitté le PC après les élections législatives du printemps 1936 pour rejoindre le POI.

---

<sup>53</sup> *L'Avant-Garde* était l'organe régional du PC, publié à Tours, depuis la disparition de *l'Anjou communiste* en 1923.

<sup>54</sup> Un « colonel de réserve Bertin » était membre de l'Union des Patriotes d'Anjou (UPA), qui professait des opinions antisémites (cf. compte rendu de la réunion mensuelle de l'UPA dans *le Petit courrier* du 13 avril 1937, page 5). Le même Bertin est par ailleurs présenté comme « directeur commercial » (chez Cointreau ?). En 1938, il est membre du PPF (Parti populaire français de Jacques Doriot, extrême-droite) et soupçonné de faire partie du CSAR (Comité secret d'action révolutionnaire, alias « la Cagoule »). Cf. Jean-Luc Marais, *Le Maine-et-Loire aux XIXe et XXe siècles*, Picard, 2009, pages 202 et 204.

<sup>55</sup> **Louis Cointreau**, frère du député de droite André Cointreau, avait organisé la constitution d'une section fasciste au sein de la petite colonie italienne d'Angers le 7 mai 1933, en tant que consul d'Italie (ADML, 4 M 6 80).

<sup>56</sup> Le numéro 2 de *La Lutte ouvrière* publia un article de Trotsky écrit le 9 juin 1936 et intitulé « La révolution française a commencé ».

"Prolétaires de tous pays, unissez-vous!"



# Lutte ouvrière

Organe du Parti Ouvrier Internationaliste  
(Bolchevicko-Léninistes)  
Section Française de la IV<sup>e</sup> Internationale

**1.500.000 chômeurs  
demeurent hors-la-loi.**

**Devront-ils occuper les  
mairies pour obtenir  
une augmentation de  
leur indemnité ?**

## Dans l'usine et la rue, le pouvoir aux ouvriers !

### L. TROTSKY L'étape décisive

Le rythme des événements en France, s'est brusquement accéléré. Apparemment, il faut apprécier le caractère pré-révolutionnaire de la situation sur la base de l'analyse théorique et de divers symptômes politiques. Maintenant, les faits parlent d'eux-mêmes. On peut dire sans exagération que dans toute la France il n'y a que deux points dont les chefs ne soient ni convaincus ni ne veulent voir toute la profondeur de la crise révolutionnaire : les partis « socialistes » et « communistes ». On peut, assurément, leur ajouter les chefs syndicaux et indépendants. Les masses ouvrières croient maintenant une situation révolutionnaire à l'aide de la faction directe. La bourgeoisie craint mortellement le développement des événements et prend dans les conseils, sous le prétexte du salut, de tromperie, d'exercement et de recherche sanguinaire. Seuls, les chefs « socialistes » et « communistes » continuent à bavarder sur le Front Populaire, comme si la lutte des classes n'avait pas déjà renversé leur impérialisme chancelant de cartes. Leur doctrine : « Le pays a donné... »

de leur Troisième République. C'est ce que veulent d'urgence les fascistes. Qu'ont donc fait socialistes et communistes ? Ils se sont portés garants des radicaux, devant le peuple, ont représenté les radicaux, comme simplement colonisés, ont fait croire aux ouvriers et aux paysans que tout leur salut était dans le ministère Daladier. C'est un acte d'impudence qui fut accompli toute la campagne électorale. Comment ont représenté les masses ? Elles ont donné une énorme augmentation de voix et de mandat aux communistes, en tant qu'extrême gauche. Les tournants et les zig-zags des mercenaires de la diplomatie soviétique ne sont pas compris des masses, car ils ne sont pas vérifiés par leur propre expérience. Les masses n'appréhendent que dans l'action. Elles n'ont pas le temps de faire de conclusions théorétiques. Quand un million et demi d'électeurs donnent leur voix aux communistes, leur mandat dit à ces-ci : « Nous voulons que vous fassiez en France ce que les bolchevicks russes ont fait chez eux en octobre 1917. » Telle est la volonté réelle de la partie la plus active de la population, de celle qui a vaincu la France. Telle est la première leçon des élections.

Blum-Jouhaux-Duchemin tombent d'accord  
mais les travailleurs poursuivent la lutte  
**Passez des Comités de grève aux  
Comités d'usine permanents**  
contre l'offensive des exploitateurs et des mercantis  
Aidez les paysans et les soldats à créer des  
Comités de caserne et des Conseils paysans  
**Formez vos milices ouvrières**  
**EN AVANT pour un PUISSANT CONGRES des COMITES**

**Où sont les  
"briseurs de grève" ?**  
Il est impossible que la situation s'éternise... M. Thorez déclare : « Il faut savoir terminer une grève, et donner au compromis, parce que si tout n'est pas possible... »

Les quelques heures de grève dans les entreprises ont été, dans la conscience de classe des travailleurs, une journée considérable. On s'attendait à une grève plus longue, on s'attendait à une grève plus générale. La grève parmi les machines fait poindre les réflexions des ouvriers sur un sujet bien concret : à quel point les conditions de travail sont-elles améliorées ?

### NOTRE POLITIQUE

Revenant sur ses décisions antérieures, le Comité National du Rassemblement Populaire n'a-t-il pas informé qu'il ne manifesterait pas à Paris le 14 juin. Simple question de dates ? Que non ! Au début du mouvement gréviste, le gouvernement Blum n'était pas encore officiellement au pouvoir. Le mouvement gréviste, dirigé et freiné, allait lui permettre d'apparaître au bon peuple de France, en don de joyeux avènement, quelques avantages — dont nous mentionnons par ailleurs combien ils sont précieuses ! Dans ces conditions, la manifestation populaire du 14 juin se déroulait dans l'atmosphère générale et consolidait la position politique de Blum, de son équipe et, derrière eux, la position de classe de la bourgeoisie dominante.

### LES NOTRES



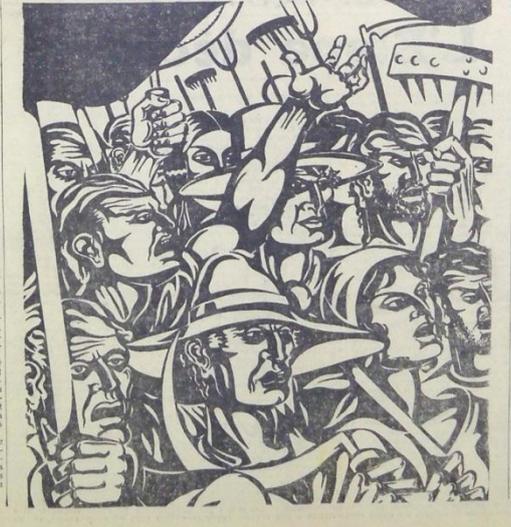
**J.-G. BLUMKINE**  
Il fut, au vie durant, un militant dévoué à la cause prolétarienne. A la révolution d'octobre, à laquelle il participa, il se trouva dans les rangs du parti socialiste-révolutionnaire à l'aile gauche duquel il se plaça. En tant que tel, ses thèses philosophiques et ses positions politiques le mirent pendant toute une période, en opposition violente avec les bolchevicks.



Dans une usine de produits chimiques de Saint-Denis.

### AMNISTIE POUR TOUS Dans les prisons de Blum-Salengro

Les heures sombres, les semaines d'attente, l'attente d'un jour de liberté. J. VALLES.  
**L'ORDRE REGNE !**  
Qui douterait que l'ordre règne ? Des manifestations sont prévues pour atténuer à la liberté du travail. Ils sont condamnés avec sursis à six mois de prison.  
**Le Populaire commente :** « Il s'agit d'un simple avilissement. Un autre gréviste eût été condamné sans sursis. L'organe du Front Populaire explique « quel provocation... »



### Préparons l'offensive pour le pouvoir

Le gouvernement Blum, ses adjoints du Parti communiste et les chefs syndicaux ont bien mérité de la bourgeoisie. Les mesures réactionnaires qui sont soulignées par ailleurs...  
**Le puissant essor des masses populaires,** au cours duquel les ouvriers n'ont pas posé seulement quelques revendications économiques, mais la question du contrôle et de la gestion des usines, c'est-à-dire la question du pouvoir, a effrayé non seulement la bourgeoisie, mais aussi les chefs du Front populaire.  
**C'est pourquoi,** ces derniers se sont hâtés de conclure un accord en vue de briser le mouvement.  
**Et accord a été accueilli avec colère par les ouvriers de la métallurgie en particulier.**  
**Sur la question essentielle,** celle des salaires, les bureaucrates syndicaux ont capitulé. Il y a 100 d'augmentation, en moyenne, alors que le prix de la vie a augmenté de 100 pour cent, et que la diminution des salaires dépasse de 100 p. 100.

Peu après, il aurait demandé - en vain - au secrétaire du « Front commun<sup>57</sup> » d'Angers l'admission de son parti, si l'on en croit un rapport de police d'août 1936<sup>58</sup>.

Mais c'est pour d'autres raisons que le dossier de police de William Gilbert est aussi épais. En effet, à 22 ans, le jeune employé des Ponts-et-Chaussées avait été reçu premier au concours de cantonnier-chef le 20 mai 1935, et normalement, une fois terminée son année de stage, il aurait dû être titularisé sur un poste correspondant à son nouveau grade au printemps 1936. Or à ce moment-là, William Gilbert était déjà dans le collimateur de la police pour ses activités politiques.

En effet, le Commissaire spécial, qui par ailleurs<sup>59</sup> précisait que William Gilbert « s'est spécialisé depuis plusieurs années dans les langues internationales, l'Esperanto, l'Ido et l'Occidental<sup>60</sup> », concluait ainsi son rapport du 29 août 1936 au préfet : « Il est à présumer qu'ayant obtenu l'emploi pour lequel il est classé, il ne fasse montre de plus d'activité encore, et que par suite il devienne **d'autant plus dangereux qu'il est jeune, instruit et intelligent** [souligné par nous]. Dans ces conditions, j'estime qu'il n'y a pas lieu de donner suite à l'avancement sollicité, que de plus il y a lieu d'inscrire le Sieur GILBERT William au Carnet B».

On ne sait si le préfet – Myrtil Stirn<sup>61</sup> - suivit ce dernier avis<sup>62</sup>. Cela dit, bien qu'il ait jugé le groupe du POI « insignifiant<sup>63</sup> », il s'acharna tout particulièrement sur William Gilbert : en effet, non seulement – et ce malgré une recommandation étonnante du député de droite Robert de Grandmaison<sup>64</sup> (la lettre manuscrite à en-tête de la Chambre des Députés, en date du 15 décembre 1936, figure dans le dossier) – il lui refusa sa titularisation comme cantonnier-chef, alors même qu'un poste se libérait à Louerre, mais il l'empêcha dans la même période de se présenter au concours d'adjoint technique des Ponts-et-Chaussées et des Mines puis, en juin 1937, d'obtenir un emploi de « surnuméraire » au PTT. En témoigne une note du Directeur des PTT de Maine-et-Loire au Préfet, en date du 9 juin 1937, surchargée ainsi par le chef de cabinet du Préfet : « Les renseignements recueillis ne permettent pas de donner un avis favorable à cette candidature ». Le commissaire central d'Angers avait pourtant écrit dans son rapport du 16 décembre 1936 que William Gilbert, « célibataire employé aux Ponts-et-Chaussées, est de conduite et moralité sans remarque. Il vit de son travail. Sa mère, veuve, est employée des PTT. Antécédents bons, attitude correcte ». On est bien loin ici des remarques désobligeantes que l'on retrouve parfois dans les fiches policières sur les militants ouvriers.

Ainsi, alors même qu'un autre rapport de police insistait sur « l'intelligence et les qualités techniques appréciées » de William Gilbert, il est évident qu'on a affaire ici à une véritable interdiction professionnelle.

Quant à l'explication du déclenchement de cet acharnement préfectoral, elle est proprement étonnante, et figure explicitement dans le dossier de police : en effet, par un courrier daté du 3 août 1936, William Gilbert, qui ne mâchait pas ses mots, avait interpellé le secrétaire du syndicat des cantonniers et

---

<sup>57</sup> Le mouvement « Front commun contre le fascisme, contre la guerre, pour la justice sociale » a été créé en 1933 par le militant radical Gaston Bergery... qui sera haut-fonctionnaire du régime de Pétain sous l'Occupation.

<sup>58</sup> Rapport 1597/D du Commissaire spécial d'Angers, daté du 29 août 1936.

<sup>59</sup> Rapport au préfet du 3 octobre 1936.

<sup>60</sup> Langue internationale concurrente de l'Esperanto et de l'Ido, créée en 1922 par Edgar de Wahl et rebaptisée ensuite Interlingue.

<sup>61</sup> Préfet de Maine-et-Loire d'avril 1934 à octobre 1938, Myrtil Stirn était le père du préfet Alexandre Stirn et le grand-père du ministre Olivier Stirn.

<sup>62</sup> **William Gilbert** ayant vraisemblablement quitté le département dans l'été 1937, il ne figure pas dans la liste des inscrits au carnet B en Maine-et-Loire à la date du 30 septembre 1938 (AD de Maine-et-Loire, 1 R 2111). Nous n'avons pas trouvé d'état du Carnet B pour 1936 aux ADML.

<sup>63</sup> Réponse du préfet au Ministre de l'Intérieur, 12 octobre 1936.

<sup>64</sup> **Robert Millin de Grandmaison** (1896-1982), fils aîné du baron Georges de Grandmaison, député de l'arrondissement de Saumur puis sénateur du Maine-et-Loire, remplaça son père au Palais-Bourbon en 1933 et fut réélu dès le premier tour le 26 avril 1936. Membre du groupe des Républicains indépendants et d'action sociale, il vota les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain le 10 juillet 1940 à Vichy et fut donc déclaré inéligible à la Libération.



une agence de renseignements, qui veulent arracher un peu plus de bien-être à l'Etat exploiteur.

Le dernier n° de la Tribune ne contient que des promesses bien imprécises. Les Ministres retarderont le plus possible la réalisation de leurs promesses. L'assimilation aux petits fonctionnaires sera pour quelle année ? Sans doute quand le prix de la vie aura augmenté de 60 % Et qui prouve que le Gouvernement actuel ne sera pas renversé ? Si le Gouvernement n'a pas assez d'argent, qu'il se débrouille, il n'a qu'à s'adresser aux capitalistes et aux spéculateurs de toutes sortes. Nous voyons le prix de la vie augmenter terriblement vite, c'est pourquoi nous voulons immédiatement un réajustement des salaires, ou l'assimilation aux petits fonctionnaires. De même pour la semaine de 40 h., qu'on ne nous promet véritablement nulle part, et qu'on remplace "provisoirement" par les 48 h. - comme si ~~était~~ c'était plus difficile d'appliquer tout de suite les 40 h. ! Le "cahier de revendications" qui t'a été ~~rémi~~ transmis reste donc valable. Evidemment, il est incomplet, il ne concerne que quelques réformes essentielles, mais ce que nous voulons surtout, c'est que la section en particulier et le syndicat national en général soient plus énergiques dans leurs revendications.

Je m'explique : jusqu'à présent, on va voir "Môssieu" le Ministre, on écoute religieusement ses promesses - et ses mensonges - et on accepte en définitive les plus graves mutilations aux revendications des camarades de la base. Tout cela parce qu'on s'imagine encore qu'un ministre, même "socialiste" représente les intérêts de la classe ouvrière. A mon avis, camarade, même le gouvernement actuel est obligé d'obéir au Capital financier, dont les intérêts sont irréductiblement opposés aux nôtres. Les lois récemment votées ont été, en fait, imposées par le magnifique mouvement de grèves - et encore ces lois sont-elles systématiquement sabotées dans leur application. Eh bien, ceci doit nous ouvrir les yeux et nous servir de leçon. Une seule conclusion s'impose, dire au ministre ceci : "La classe ouvrière tout entière en a assez, nous sommes complètement solidaires des grévistes, voici nos revendications à notre tour, et nous exigeons satisfaction". C'est parce que, dans les autres corporations on a agi ainsi que la Bourgeoisie a dû céder partiellement. Si nous ne faisons pas de même, on continuera à nous endormir avec des promesses et, en définitive, à se f... de nous. Et cela dépend chaque section départementale.

Tu vas sans doute encore dire que je veux "donner des conseils aux autres" mais affirmer une telle chose ce serait affirmer en réalité qu'on veut étouffer la moindre protestation de la base du Syndicat. Chaque camarade doit pouvoir émettre son avis. Je le fais dès maintenant parce que c'est nécessaire et parce que je pense être adhérent au syndicat d'ici quelques jours ou quelques semaines... Je sais que ton travail est très délicat, mais ne penses-tu pas qu'il soit, dans tous les cas, nécessaire avant tout de demander l'avis de tous les camarades ? Jusqu'ici les responsables n'ont jamais suivi les règles de la plus élémentaire démocratie, rien d'étonnant à ce qu'aujourd'hui des camarades commencent à protester .

Reçois, Camarade, mes fraternelles salutations,  
GILBERT William  
36, rue Toussaint, ANGERS.

cantonniers-chefs de Maine-et-Loire, Lucien Neau<sup>65</sup>. Il lui reprochait des méthodes antidémocratiques, et notamment le refus de convoquer des réunions de syndiqués plus d'une fois par an. Or cette lettre personnelle, dont le contenu était également très critique envers le gouvernement « socialiste » (c'est William Gilbert qui met les guillemets), s'est retrouvée, dactylographiée sur deux pages, en plusieurs exemplaires, dans le dossier de police du militant trotskyste, avec la mention manuscrite « copie d'une lettre adressée par W. Gilbert à M. Nau (...) et remise par M. Nau à M. Trichet – subdivisionnaire – pour tel usage qu'il jugerait bon. Renseignements fournis par M. l'Ingénieur) Chef le 18 X<sup>bre</sup> 36 ».

C'est donc le secrétaire du syndicat des cantonniers lui-même qui avait transmis cette lettre à sa hiérarchie, laquelle l'avait dans la foulée adressée au préfet... Si le responsable CGT des cantonniers avait voulu se débarrasser d'un gêneur contestataire, communiste ou pire, trotskyste, dans son organisation, il n'aurait pu mieux faire. Remarquons d'ailleurs que dans une lettre du 24 décembre 1938 figurant dans les archives de la CGT d'avant-guerre, un autre cantonnier syndiqué accusait clairement le même Lucien Neau de chercher avant tout à « être bien vu de l'Ingénieur en chef », qui était selon lui « un antisindicaliste notoire »<sup>66</sup>.

En tout cas, il apparaît que la persécution systématique dont William Gilbert a été victime de la part des diverses institutions du département (préfet, sûreté, direction des Ponts-et-Chaussées, des PTT) et même de son responsable syndical, l'ont incité à quitter le Maine-et-Loire. En effet, après l'échec d'une dernière démarche qu'il avait faite en juin 1937 pour obtenir l'emploi de surnuméraire aux PTT, où sa mère travaillait, il réintégra son département d'origine, l'Indre-et-Loire, et s'y maria le 23 septembre de la même année dans la commune de Savonnières, disparaissant alors de notre champ de recherche<sup>67</sup>.

### **L'activité du POI à Angers**

William Gilbert n'était pas le seul militant du POI à Angers. Selon une note du commissaire central d'Angers en date du 13 novembre 1936, après « une enquête très approfondie », le POI n'aurait été composé à Angers que de « deux jeunes hommes » : le cantonnier William Gilbert, 24 ans, et « **Jean Commère**, 16 ans, dessinateur à l'École des Beaux-Arts et demeurant 23 rue Moirin ». Ce dernier n'est autre que le peintre<sup>68</sup> devenu célèbre par la suite et dont une rue d'Angers porte d'ailleurs le nom... La note de police ajoutait que « devant les échecs successifs rencontrés », William Gilbert et Jean Commère auraient alors demandé leur réintégration au PC, mais que celui-ci l'aurait refusée.

En tout cas, l'activité du POI continua à Angers bien au-delà de l'automne 1936, comme le montre la lecture de *La Lutte ouvrière*. Ainsi, dans le numéro 13 du 3 octobre 1936, un article rendant compte d'un meeting du PCF, dénonçait le « bourrage de crâne » effectué par les militants du PC et des JC, qui faisaient l'amalgame entre les trotskistes et les doriotistes « et autres groupes tapageurs contre-révolutionnaires ». Il indiquait également que pendant tout ce meeting, les militants du POI « ont été surveillés et menacés par *Viala*, secrétaire des Etudiants « communistes », promu au rang de mouchard et de provocateur », mais

---

<sup>65</sup> Sur le document des Archives départementales, l'orthographe Nau est incorrecte. Après vérification dans les archives de la CGT d'avant 1948, conservées au siège du syndicat FO de Maine-et-Loire, à la Bourse du Travail d'Angers (dossier 2.7.11), il apparaît clairement que l'auteur de la dénonciation est Lucien Neau, alors chef cantonnier à Chemillé, et non Armand Nau, secrétaire du syndicat des employés de banque d'Angers, l'un des principaux animateurs de l'Union Locale CGT d'Angers, puis de l'UD de Maine-et-Loire. Armand Nau participa à « l'épuration » des militants communistes de la CGT de Maine-et-Loire à l'automne 1939 (après le pacte germano-soviétique), avant d'être à son tour « épuré » à la Libération pour avoir accepté la Charte du Travail sous Vichy (cf. Marc Bergère, *Une société en épuration*, PUR 2004, pages 237 et 243).

<sup>66</sup> Lettre de Maurice Balesme, cantonnier chef au Vieil-Baugé, au secrétaire de l'UD. Archives de la CGT d'avant 1948, conservées par l'UD FO après la scission, dossier 2.7.11 (correspondance de l'UD avec les syndicats isolés -2).

<sup>67</sup> William Gilbert est décédé à Tours le 20 octobre 2006, à l'âge de 94 ans (Etat civil de la commune de Bréhémont).

<sup>68</sup> **Jean Commère** était né à Paris, le 5 avril 1920. Il fut emprisonné en 1940-1941 à la suite de sa participation, avec un groupe d'étudiants communistes, à la manifestation du 11 novembre 1940. Il s'établit en Seine-et-Marne après la guerre. Après une importante carrière artistique, il se suicida à Angers le 22 octobre 1986 après le décès de sa femme.

aussi que le secrétaire-adjoint des JC d'Angers, *Cesbron*, « qui fut farouchement staliniste et anti-trotskistes (sic) » venait de quitter le PC et les JC, « désillusionné, mais aussi complètement démoralisé et découragé ».

Quelques mois plus tard, en mai 1937<sup>69</sup>, *La Lutte ouvrière* évoqua la venue à Angers de Jacques Doriot, ancien dirigeant du PCF jusqu'en 1934 et leader du PPF<sup>70</sup>. Protégé par 300 gardes mobiles, son meeting au Cirque-Théâtre réunit « tous les fascistes de l'Anjou et des départements voisins » selon l'auteur de l'article, présenté comme « un militant SFIO dégoûté ». Même si ce dernier affirmait n'avoir compté que 1800 personnes, et non les 4000 annoncés par *Le Petit Courrier*, présenté ici comme un « journal fasciste », l'affluence était massive. A cette occasion, les partis de gauche et la CGT avaient d'ailleurs décidé d'organiser une « contre-manifestation » ... à la Bourse du Travail, ce qui provoqua la colère d'une partie de l'assistance, qui - selon un autre article de *La Lutte ouvrière* - traita le « stalinien Girault<sup>71</sup> » de « dégonfleur » et obtint le départ d'un cortège... vers la place André-Leroy, située à l'opposé du Cirque-Théâtre, et où eut lieu une nouvelle prise de parole d'un orateur du Parti radical. La seconde partie de cette chronique angevine est signée « CARL, Angers », peut-être le pseudonyme de William Gilbert.



Photo du meeting de Jacques Doriot au Cirque-Théâtre d'Angers - *Le Petit Courrier* - 20 avril 1937 - ADML - Archives en ligne

### **Le meeting CGT du 14 septembre 1938 au Cirque-Théâtre d'Angers**

Enfin, en pleine crise des Sudètes, le 14 septembre 1938, à la veille d'un entretien entre Chamberlain et Hitler à Berchtesgaden, la CGT angevine organisa une réunion publique au Cirque-Théâtre, « pour la défense des 40 heures ». Celles-ci avaient été ouvertement remises en cause dès le 21 août 1938 par un

<sup>69</sup> *La Lutte ouvrière*, numéro 43, 7 mai 1937.

<sup>70</sup> PPF : **Parti populaire français**, parti d'extrême-droite créé par Doriot en juin 1936.

<sup>71</sup> **René Girault** (1907-1990), ouvrier métallurgiste, était un des principaux militants communistes d'Angers en 1936.

discours du Président du Conseil, Edouard Daladier. Ce dernier souhaitait selon ses propres termes « remettre la France au travail », affirmant vouloir « qu'on puisse travailler plus de quarante heures et jusqu'à quarante-huit heures dans les entreprises qui intéressent la Défense nationale ». En application de cette nouvelle orientation gouvernementale, la semaine de 40 heures, une des grandes conquêtes sociales de juin 1936, fut annulée de fait le 12 novembre par les décrets-lois de Paul Reynaud, le ministre des Finances de Daladier, et la grève nationale de protestation organisée par la CGT le 30 novembre fut un grave échec qui se solda par le licenciement définitif de milliers de militants syndicaux dans tout le pays<sup>72</sup>.

Toujours est-il qu'à la mi-septembre l'inquiétude était déjà grande et que « plus de 3000 ouvriers » (un article ultérieur de *La Lutte ouvrière* dira 2500) assistèrent au meeting angevin de la CGT. Le POI y distribua un tract que ses militants ont estimé avoir été « bien accueilli », mais son représentant ne put y prendre la parole<sup>73</sup>, celle-ci lui ayant été refusée par les organisateurs. Le « Rayon d'Anjou » du POI avait édité ce tract pour dénoncer non seulement la remise en cause des 40 heures, mais aussi « la guerre menaçante » et appeler les ouvriers à former un « front de classe ».

Le compte rendu de ce meeting par *La Lutte ouvrière* est d'ailleurs confirmé par le rapport de police du commissaire Sorgniard, écrit le soir même de la réunion : « Après lecture et adoption d'un ordre du jour, un extrémiste de gauche demande la parole, mais la réunion est levée, ce qui provoque des protestations. La sortie, de ce fait, est un peu houleuse ». A ce rapport étaient d'ailleurs joints les deux tracts distribués à cette occasion.

Le premier était un tract national de la Ligue Internationale des Combattants de la Paix intitulé « **Non, non, non !... nous ne marchons pas ! Pas de « guerre pour la Tchécoslovaquie » !** » qui affirmait que le « rapprochement franco-allemand est encore possible ». En effet, la réunion convoquée par la CGT le 14 septembre ne portait pas seulement le « maintien des lois sociales, notamment des 40 heures », mais aussi sur le « maintien de la paix ». Selon le rapport du commissaire Sorgniard, la réunion, composée « d'ouvriers et d'employés syndiqués », était présidée par « Déaud, secrétaire de l'Union Locale, avec comme assesseurs Gernigon et Piot [Piault, ancien secrétaire de l'UL], entouré des représentants des diverses organisations locales adhérant à la CGT ». Le commissaire a noté que les trois orateurs Déaud, Bertron, secrétaire de l'Union départementale, et Bertrand, secrétaire de la Fédération des employés, délégué de la CGT, avaient dénoncé « les paroles prononcées récemment par le Président du Conseil<sup>74</sup> au sujet des 40 heures » et réclamé « l'application intégrale du programme du Front populaire ». Quant aux « dangers extérieurs », « Bertron et Bertrand estiment qu'il faut avant tout sauver la paix, même si d'importantes concessions sont nécessaires ». Ces propos correspondaient bien à l'état d'esprit « pacifiste à tout prix » de la majorité des dirigeants locaux de la CGT, mais aussi des auteurs du tract de la LICP. Ce pacifisme – mêlé à l'anticommunisme – conduira d'ailleurs Déaud et Bertron non seulement à se satisfaire des Accords de Munich, mais aussi, sous l'Occupation, à soutenir la Charte du Travail et à s'intégrer dans le régime de Vichy. A la Libération, tous deux furent écartés de la direction de l'UD CGT de Maine-et-Loire et exclus respectivement pour 5 ans et pour 20 ans de toute organisation syndicale<sup>75</sup>.

---

<sup>72</sup> Cf. Guy Bourdé, *La défaite du Front populaire*, Bibliothèque socialiste, Maspero, 1977.

<sup>73</sup> *La Lutte ouvrière* n° 91 (23 septembre 1938).

<sup>74</sup> Edouard Daladier, un des principaux dirigeants du Parti radical, qui était en train de remettre en cause la loi des 40 heures obtenue par la grève générale de juin 1936.

<sup>75</sup> Marc Bergère, *Une société en épuration*, PUR, 2004, page 243, note 48.

## LIGUE INTERNATIONALE DES COMBATTANTS DE LA PAIX

30, Rue Joubert, PARIS (IX<sup>e</sup>)

*Pas un seul des maux que l'on voudrait éviter par la guerre n'est un mal aussi grand que la guerre elle-même.*

Bertrand RUSSEL.

**1914!** L'alliance franco-russe nous a entraînés à la catastrophe!

**1938!** Le traité avec la Tchécoslovaquie nous entraînera-t-il aux mêmes hécatombes?

# **NON, NON, NON!... nous ne marchons pas!**

## **PAS DE " GUERRE POUR LA TCHÉCOSLOVAQUIE " !**

**La Guerre n'est pas fatale !**

On peut trouver à tous les problèmes les plus angoissants une solution pacifique!

**La Paix peut et doit être sauvée** par une politique de compréhension, de négociation, de collaboration réelle, de désarmement.

Repoussant toute course aux armements, toute UNION SACRÉE conduisant à la guerre, nous réclamons **l'abrogation des traités injustes, l'organisation d'une FÉDÉRATION EUROPÉENNE ET MONDIALE dont la condition essentielle est le rapprochement franco-allemand.**

Ce rapprochement aurait été déjà réalisé si une campagne de mensonges et d'excitation belliqueuse n'avait pas trompé l'opinion publique.

**Ce rapprochement est encore possible !**

## **Nous réclamons une CONFÉRENCE INTERNATIONALE**

non pas une Conférence restreinte, écartant certains Pays sans lesquels la Paix ne peut être établie,

mais une **Conférence de tous les Peuples.**

Cette CONFÉRENCE devrait régler les problèmes territoriaux, économiques et coloniaux et préparer le **DÉSARMEMENT GÉNÉRAL.**

Cette CONFÉRENCE, **seule**, pourra sauver de la mort des millions d'êtres, permettra la réconciliation des peuples, la libération des masses ouvrières et paysannes, en assurant la vie de tous.

Signataires :

du **COMITÉ D'HONNEUR** de la *L. I. C. P.* : L. BARBEDETTE, H. BELLAMY, F. CHALLAYE, G. DEMARTIAL, J. GIONO, H. JEANSON, R. JOSPIN, J. HUMBERT, Victor MARGUERITTE, G. MICHON, NEZELOF, R. TOURLY.

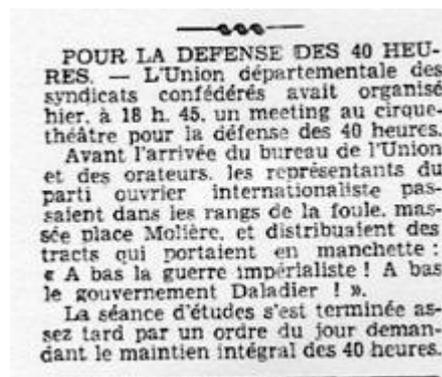
du **COMITÉ DIRECTEUR** : E. BURGARD, Dr A. CASTELBON, A. CHARPENTIER, R. COUTURE, C. DELORYS, J. DECROIX, C. DREVET, A. DUTHU, L. et T. EMERY, R. HORVILLEUR, R. GERIN, C. JAMET, G. de LACAZE-DUTHIERS, R. MESSAC, J. OLIVA, G. PIOCH, J. REYMOND, M. VERNET, M. WEBER.

et R. et A. MODIANO, H. GILBERT, S. FAURE, M. BATAILLON, A. PATORNI, M. WULLENS.

Paris — Imp. J.-E. Watelet, 69, av. d'Orléans



L'autre tract, intitulé « **Défendons les 40 heures ! A bas la guerre impérialiste ! A bas le gouvernement Daladier ! En prison les cagouards...** », était signé « Parti Ouvrier Internationaliste – Jeunesse Socialiste Révolutionnaire. Rayon d'Anjou (Section Française de la IVe Internationale<sup>76</sup>) ». La distribution de ce tract par « les représentants du parti ouvrier internationaliste [qui] passaient dans les rangs de la foule, massée place Molière », est attestée aussi par un petit encart paru le lendemain dans le journal *Ouest-Eclair*<sup>77</sup>. Le tract dénonçait la politique du gouvernement Daladier, « mis au pouvoir » par « les financiers et les industriels ». Pour le POI, la



Encart de *Ouest-Eclair* signalant la distribution du tract du POI - 15 septembre 1938 - Archives en ligne Ouest France

défense de la Tchécoslovaquie, n'était que « la défense des capitaux que Messieurs Schneider et Michelin ont investi dans les usines tchécoslovaques ». Le tract appelait les ouvriers à se grouper dans la CGT, à défendre les 40 heures et à lutter pour « le Gouvernement des ouvriers et des Paysans », pour donner ainsi « du courage aux ouvriers allemands pour abattre Hitler ». Il se terminait par un appel à la « Révolution Socialiste Mondiale ». C'est ce « tract vert » qui valut son inculpation à Marcel Baufrière pour « provocation à l'insoumission ». Curieusement, aucun militant trotskyste d'Angers ne fut poursuivi dans cette affaire...

### **Absence du PCI de Raymond Molinier en Maine-et-Loire**

A son congrès national des 9-10 octobre 1936, la majorité du POI avait connu une nouvelle scission du groupe dirigé par Raymond Molinier, qui avait pris le nom de Parti communiste internationaliste (PCI). Cet événement n'avait pas échappé au gouvernement de Léon Blum. Ainsi, par une circulaire en date du 23 octobre 1936 - surchargée « confidentiel » - le Ministère de l'Intérieur attira l'attention des préfets sur l'activité antimilitariste du POI et la scission du « groupe Molinier ». Le programme du « groupe Molinier » y était ainsi résumé : « Après s'être élevé contre les « stalinien » qui « préparent les masses à la guerre, sous le couvert de l'anti-hitlérisme, contre les social-patriotes et les fascistes », ce groupe a établi son programme destiné à intégrer les soldats dans la vie politique des autres « couches d'exploités » sur les bases suivantes : réduction du temps de présence sous les drapeaux, droit de vote aux soldats, opposition à toute prolongation du Service militaire faite sous le couvert de la préparation militaire et de l'éducation physique obligatoire. Ce groupe s'est intitulé *Parti communiste Internationaliste* ». Le directeur de la Sûreté demandait aux préfets de le tenir informé de « cette forme nouvelle de l'action antimilitariste ». Le 26 octobre, le sous-préfet de Cholet répondit dans une note (objet : « propagande antimilitariste de la Section Française de la IVe Internationale ») « qu'aucune organisation appartenant au « Groupe Molinier » n'existe dans l'arrondissement » en précisant qu'en l'absence de garnisons, « la propagande antimilitariste n'a aucune chance de se développer dans le Choletais ». A Saumur (4 novembre), même constat : aucune activité du PCI.

### **Bilan : situation du POI en Anjou en janvier 1939**

En décembre 1938, la Sûreté nationale lança une enquête générale dans toute la France sur les « partis extrémistes ». Sous cette appellation figuraient dans l'ordre le PSOP de Marceau Pivert, le PCF, le POI de Fred Zeller, le « PCI de **Henri Molinier**<sup>78</sup> », les groupements anarchistes, et... les « organisations à tendances monarchistes ». Le PCF réintégrait en effet la liste des « organisations extrémistes », car le Front populaire avait éclaté au printemps avec le retournement d'alliance du Parti radical, désormais associé à la droite dans le nouveau gouvernement.

<sup>76</sup> La conférence de fondation de la Quatrième Internationale venait de se tenir le 3 septembre 1938.

<sup>77</sup> *Ouest-Eclair*, édition de Maine-et-Loire, 15 septembre 1938 (page 5).

<sup>78</sup> **Henri Molinier** (1898-1944), frère aîné de Raymond Molinier, était lui aussi dirigeant trotskyste. Responsable militaire du PCI réunifié en 1944, il fut tué par un obus allemand pendant les combats de la Libération de Paris.

En réponse à cette enquête, le rapport du préfet en date du 30 janvier 1939 confirma une nouvelle fois que le PCI n'était « pas connu dans les milieux extrémistes du département ». Quant au PSOP, qui aurait pourtant eu 5 à 6 000 militants au plan national, le même rapport indiquait : « Aucune propagande dans le département, aucune réunion ou manifestation ».

Selon le même rapport, le POI n'aurait plus eu de groupe constitué en Maine-et-Loire, mais une dizaine d'adhérents auraient été recrutés dans le Saumurois par Louis et Gabrielle Bouët. Ces derniers figuraient alors comme « trotskystes » au carnet B, mais il n'est pas sûr qu'ils aient été vraiment membres du POI, sauf aux yeux de la police.

A Angers, le POI aurait encore été présent à cette date : en effet, selon un rapport de police, le correspondant du « parti trotskyste » était toujours « l'étudiant Jean-Lucien Commère, né le 5 avril 1920 à Paris (4<sup>e</sup>) de Jules et de Mortreau Jeanne, domicilié 81 rue du Quinconce », qui « se rencontrerait avec cinq ou six membres de ce parti ». Par ailleurs, « à Segré, un nommé Frémond a tenté, sans succès, de créer un groupement parmi les mineurs et ardoisiers du Segréen : il n'y aurait que trois inscrits au parti ». Le rapport conclut : « Actuellement, ces isolés se contentent d'apporter la contradiction, dans quelques réunions, ce qui leur permet d'exposer leurs théories ».

Ainsi, à la veille de la guerre, et si l'on en croit la police, le POI, bien qu'affaibli par les départs successifs de William Gilbert puis de Marcel Baufrère, aurait été encore actif dans au moins trois localités, Angers, Saumur et Segré, mais nous n'en avons aucune confirmation par des sources militantes. Ce qui est certain en tout cas, c'est qu'au cours de l'année 1939, l'émiettement du POI en plusieurs fractions au sujet de l'entrisme - préconisé par Trotsky - au sein du PSOP de Marceau Pivert n'avait certainement pas contribué à son renforcement en province, et le PSOP lui-même vola en éclats avec la guerre. Quant à Jean Commère, il quitta lui aussi Angers pour retourner à Paris, et sa participation à la manifestation du 11 novembre 1940<sup>79</sup> sur les Champs-Élysées aux côtés des étudiants communistes, qui lui valut arrestation et mise en résidence surveillée, témoigne aussi du découragement qui frappa beaucoup de militants trotskystes à cette époque et les amena à quitter la Quatrième Internationale.

Pour conclure, l'étude de l'essor puis de la désagrégation des groupes locaux du POI en Maine-et-Loire entre 1936 et 1939 nous montre bien les difficultés énormes de la construction d'une organisation à la fois communiste, révolutionnaire et démocratique en province, en particulier dans cette « terre de mission » pour la gauche dans son ensemble qu'était l'Anjou. En effet, à défaut d'avoir pu empêcher le déclenchement des grèves en 1936, la bourgeoisie et les institutions étatiques prirent leur revanche en persécutant systématiquement les militants les plus actifs par divers moyens : arrestations arbitraires, amendes, interdiction professionnelle, emprisonnement, internement... Face à ce déploiement de la violence d'Etat, puis à la guerre et à l'Occupation, les petits groupes touchés par la répression n'étaient pas assez forts pour se maintenir durablement.

---

<sup>79</sup> Cf. Albert Ouzoulias, *Les Bataillons de la Jeunesse*, Editions sociales, 1967. Les liens de Jean Commère avec les étudiants communistes parisiens y sont évoqués page 61, et son arrestation page 69. Militant communiste, Albert Ouzoulias (1915-1995) a dirigé les groupes de combat de la JC (appelés ensuite « Bataillons de la Jeunesse ») à partir du mois d'août 1942. Il fut également membre du Comité militaire national des FTP aux côtés de Charles Tillon.

## Notre programme d'action

[...] Le P.O.I. et les J.S.R. ont mis au point un *programme d'action immédiate*. En voici les grandes lignes, telles qu'elles sont développées dans ses journaux, ses tracts, ses réunions publiques, dans son action à l'usine, aux champs et dans la rue.

### **AUX TRAVAILLEURS DE TOUTES CATEGORIES, NOTRE PARTI DECLARE :**

Seule une **LUTTE DE CLASSE** acharnée contre le patronat, pour la liberté d'organisation et de manifestation des masses, pour la conquête du pouvoir, peut nous sortir du marasme actuel et nous permettre d'écraser le fascisme.

### **IL FAUT ORGANISER UNE OFFENSIVE GENERALE DU PROLETARIAT.**

POUR

**L'augmentation immédiate de tous les salaires** de 20 % aux ouvriers, employés et fonctionnaires, etc...

**Le réajustement des salaires par l'échelle mobile** sous le contrôle de l'organisation syndicale et des délégués ouvriers.

**A travail égal, salaire égal**, pour les femmes, les jeunes, ainsi que pour les travailleurs coloniaux et immigrés.

L'application effective des 40 heures à toutes les corporations.

### **AUX CHOMEURS :**

Le relèvement de l'allocation de chômage à 15 fr. par jour, allocation uniforme pour toute la France, pour tous les chômeurs français, coloniaux ou immigrés, pour les jeunes comme pour les adultes ;

L'exonération des loyers ;

La suppression de l'arrérage des loyers ;

La gratuité des transports ;

L'assurance-chômage.

### **POUR LES VIEUX TRAVAILLEURS :**

A partir de 55 ans, une pension insaisissable de 7.000 fr. par an.

### **POUR LES LOCATAIRES, PETITS COMMERCANTS ET ARTISANS :**

Suppression des paliers de 15 % ;

Vote d'un nouveau moratoire des loyers s'opposant à toute augmentation et à toute saisie ;

Suppression de la patente ;

Bénéfices de l'allocation de chômage aux artisans et indemnités de crise aux petits commerçants ruinés.

### **POUR LES PAYSANS TRAVAILLEURS :**

Moratoire immédiat des dettes paysannes ;

Arrêt de toutes saisies ;

Abolition des redevances féodales du fermage.

### **POUR LES SOLDATS :**

Amélioration de l'ordinaire ;

Augmentation du prêt ;

Suppression du rabiote ;

Obtention des droits politiques ;

Suppression de la justice militaire ;

Suppression de la loi de 2 ans, retour à la loi d'un an.

### **POUR LES TRAVAILLEURS COLONIAUX :**

Application immédiate aux colonies des libertés démocratiques, liberté intégrale de presse, de réunion, d'association, droit de vote et d'élection ;

Reconnaissance des syndicats.

## **POUR LES TRAVAILLEURS IMMIGRES, LES JEUNES ET LES FEMMES :**

A travail égal, salaire égal.

## **CONTRE LA VIE CHERE ET LES SPECULATEURS :**

A la lanterne, les fauteurs de vie chère !

Formons dans chaque localité des Comités de consommateurs, ménagères, petits commerçants, dans le but d'exiger avec les Comités d'entreprises, le contrôle et la diminution des prix.

Manifestations de masse dans les grands magasins.

## **OU PRENDRE L'ARGENT ?**

**Réduction immédiate** des budgets de guerre ;

Utilisation des crédits pour le développement d'œuvres sociales en faveur des travailleurs ;

Augmentation de l'impôt progressif sur les grosses fortunes ;

Confiscation des gros héritages ;

Limitation des bénéfices patronaux ;

Restitution des sommes versées à [sic]

l'Etat aux entreprises nationalisées (BVrandt : 140 millions, etc...) ;

Expropriation des grands services publics et entreprises sans indemnités ;

Fusion des Banques et contrôle du crédit par les Comités de travailleurs.

## **COMMENT REALISER ?**

Pour organiser, défendre, appliquer ces mesures en faveur de la classe ouvrière, des petits paysans, des classes moyennes, organisons par les **COMITES D'ENTREPRISES** le **CONTROLE OUVRIER ET PAYSAN SUR LA PRODUCTION !**

Dès maintenant, organisons :

Le contrôle de l'embauche et de la débauche ;

Le contrôle des temps de travail.

Exigeons le respect du contrat collectif, l'élargissement des droits des délégués élus, l'extension de ces droits aux jeunes travailleurs, la constitution effective de Comités d'entreprises permanents, contrôlables et révocables par l'ensemble du personnel ;

L'organisation immédiate de Congrès de délégués d'usines par région et sur le plan national.

Exigeons l'abrogation de la loi sur l'arbitrage obligatoire !

Organisons et préparons dès maintenant le renouvellement des contrats collectifs et leur élargissement ; l'introduction de l'échelle mobile !

Il faut pour cela que les syndicats deviennent des instruments de lutte et non de compromission avec le patronat et l'Etat français bourgeois.

Nous n'imposerons ces mesures qu'en nous préparant à une nouvelle offensive contre le patronat, par la grève et l'occupation en masse des usines, chantiers, bureaux, fermes, etc...

Et en exigeant la suppression du secret commercial.

Nous déclarons que cette politique ne peut être menée que grâce à une lutte acharnée, pour instaurer le socialisme et exproprier la grande bourgeoisie.

Pour se défendre dans cette lutte, le prolétariat doit mettre à l'ordre du jour la question de l'organisation de ses **milices prolétariennes**, de son armement.

Sur tous les lieux de travail, dans les quartiers et les villages, dans l'armée, doivent être construits et développés des **Comités** de masse des ouvriers, qui seront l'expression « soviétique » de la volonté révolutionnaire du prolétariat.

**Source : Archives RADAR**

## SOURCES

### Presse

- *L'Anjou communiste, syndicaliste et coopératif*, journal hebdomadaire, puis bimensuel (1921-1923), ADML.
- *L'Ouest-Eclair*, quotidien (1899-1944), édition d'Angers, archives en ligne disponibles sur le site du quotidien *Ouest-France*.
- *Le Petit Courrier*, quotidien (1896-1944), ADML (Archives en ligne).
- *La Lutte ouvrière*, hebdomadaire du Parti ouvrier internationaliste (1936-1939), DVD, Association RADAR, 2009.

### Archives

- ADML, 4 M 6 30, Parti communiste.
- ADML, 4 M 6 57, Dossier POI 1935-1938.
- ADML 4 M 6 77, Les Premiers mai 1922-1939.
- ADML, 1 M 6 85, Pacifisme, procès Beaufrère (sic), inculpé d'incitation à l'insoumission et à la désobéissance (1938-1939).
- ADML, 1 M 6 86, Situation des partis extrémistes en Maine-et-Loire, rapport du 30 janvier 1939.
- ADML, 1 R 2111. Ce dossier contient l'essentiel des documents portant sur le Carnet B dans les années 30.
- Bulletins intérieurs de la Ligue communiste, du Groupe Bolchévik-léniniste de la SFIO et du POI (1931-1938), archives de l'association RADAR.
- Archives de la CGT d'avant 1948, conservées par l'UD Force ouvrière de Maine-et-Loire, à la Bourse du Travail d'Angers.
- Archives d'Henri et Yvonne Dufour (archives privées).

## BIBLIOGRAPHIE

- Albert OUZOULIAS, *Les Bataillons de la Jeunesse*, Editions sociales, 1967.
- *Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste (1919-1923)*, Librairie du Travail, 1934, réimpression en fac-similé, Editions François Maspero, Paris, 1970.
- Louis BOUËT, *Trente ans de combat syndicaliste et pacifiste*, l'Amitié par le livre, s. d.
- Yvan CRAIPEAU, *Le mouvement trotskyste en France*, Syros, 1971.
- Pierre NAVILLE, *L'entre-deux guerres, La lutte des classes en France 1926-1939*, Etudes et Documentation Internationales, 1975.
- Guy BOURDE, *La défaite du Front populaire*, Bibliothèque socialiste, Maspero, 1977.

- Jean-Paul JOUBERT, *Révolutionnaires de la SFIO*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1977.
- Rodolphe PRAGER, *Les trotskystes de Buchenwald*, in revue *Critique communiste* n° 25, novembre 1978, pages 148 à 153.
- Danielle TARTAKOWSKY, *Une histoire du PCF*, PUF, 1982.
- Jacques KERGOAT, *Le Parti socialiste*, le Sycomore, 1983.
- Jean MAITRON, Claude PENNETIER (dir.), *Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier français*, période 1914-1939, tomes 16 à 44, Editions ouvrières/Editions de l'Atelier, 1981-1997.
- Jacques BOUVET, *Le Parti communiste et la CGTU en Maine-et-Loire, des scissions à la veille du Front populaire*, Maîtrise d'Histoire, Université de Tours, 1989.
- Cahiers d'Histoire de l'Institut de Recherches Marxistes, n° 43, 1990.
- Jacques BOUVET, *Les sources du Mouvement social en Maine-et-Loire aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, DEA, Université Rennes II, 1991.
- Pierre GOUBERT, *Un parcours d'historien – Souvenirs 1915-1995*, Fayard 1996.
- Yvan CRAIPEAU, *Mémoires d'un dinosaure trotskyste*, L'Harmattan, 1999.
- Marc BERGERE, *Une société en épuration*, PUR 2004.
- Jean-Luc MARAIS, *Le Maine-et-Loire aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, Picard, 2009.

## Les Cahiers du CESA / Numéros parus :

N° 1 : *Féminisme et syndicalisme - Les archives d'Yvonne Dufour et du groupe féministe de l'enseignement laïque de Maine-et-Loire (1923-1933)*, octobre 2011, 20 pages.

N° 2 : *Des Pétoleuses aux Danaïdes, aspects du mouvement féministe à Angers (1974-1987)*, novembre 2011, 40 pages.

N° 3 : Maurice POPEREN, *Le mouvement ouvrier angevin (1914-1948)*, mars 2012, 52 pages.

N° 4 : *Le Parti ouvrier internationaliste en Anjou, fragments d'histoire du mouvement trotskyste en Maine-et-Loire (1936-1939)*, mars 2013, 28 pages.

N° 5 : *L'ennemi intérieur, Les inscrits au Carnet B en Maine-et-Loire dans les années 30*, avril 2013, 24 pages.



Brochure du PCI - novembre 1936

Contact : [cesa@numericable.fr](mailto:cesa@numericable.fr)